Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:07 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 49 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10*

22 - 29 décembre 2021

LES 12 DERNIERS MISSIONNAIRES AMÉRICAINS CAPTIFS LIBÉRÉS

Christian Aid Ministries : Les otages ont trompé la vigilance des 400 Mawozo

Par Léo Joseph

Le calvaire des douze derniers captifs du gang armé de Croix des Bouquets, *400 Mawozo,* s'est terminé sur une note mystérieuse et incroyable. Selon les responsables de « *Christian Aid Ministries*», l'œuvre évangélique de l'État d'Ohio, qui avait commandité leur visite dans la zone où ils ont été pris en otage, ils ont profité de la tombée de la nuit pour se «*sauver* ». Cette déclaration a été faite par David Troyer, directeur de cette institution, dans le cadre d'une conférence de presse, au siège du groupe, à Millersburg, Ohio, le 20 décembre 2021, dont a fait l'écho l'agence de presse Reuters.

Le reste des 17 missionnaires, qui avaient été pris en otage par les *400 Mawozo,* dont le leader a pour nom « *Lanmò San Jou* », (Wilson Joseph) a trouvé sa libération, le 16 décembre, soit deux mois, jour pour jour, après leur capture, sur la route nationale, qui conduit vers la frontière haïtiano-dominicaine, non loin de Ganthier.

Bien que les ravisseurs eurent, au préalable, exigé une rançon de USD un million $ pour chaque otage, aucune précision n'a été donnée quant au montant exact qui a été payé en retour de leur libération. Par contre, M. Troyer a indiqué qu'une rançon a été versée, précisant que. « *D'autres personnes qui cherchaient à nous aider ont fourni des fonds pour payer une rançon et permettre au processus de négociation de continuer* ».

Le dernier groupe de missionnaires gardés en captivité par les 400 Marozo.

Au total, 17 personnes, parmi elles un bébé de dix mois, un autre de trois ans ainsi qu'un troisième de cinq ans, deux adolescents, (14 et 15 ans) en sus de 12 adultes, dont 16 Américains et un Canadien avaient été ravis par les gangs armés alors qu'ils revenaient de visiter un orpheli-

Suite en page 2

CATASTROPHE D'ORIGINE HUMAINE AU CAP HAÏTIEN

Plus de 90 morts, au moins 30 blessés...

7 membres d'une seule famille ont péri...

Les corps des victimes étendus par terre dans ce quartier presque détruit du Cap-Haïtien.

Après le tremblement de terre qui a frappé le Grand Sud (trois départements : Sud, Sud-Ouest et Nippes), c'est au tour de la deuxième ville du pays de tomber victime d'une des plus grandes catastrophes qu'ait connues Haïti. Alors que le nombre de victimes se faisant soigner à l'hôpital ne cesse d'être recalculé à la hausse, celui des décès, qui ont grimpé, plus d'une semaine après l'accident, a atteint 90. Là encore, le bilan est provisoire. Une seule famille a perdu sept de ses neuf enfants.

Suite en page 8

CRÉATION D'UNE PLATEFORME + UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Le Sommet d'unité haïtienne à Nouvelle Orléans, Louisiane

Ambassadeur Linda Thomas-Greenfield

Lieutenant colonel retraité Russell Honoré

Par Léo Joseph

Suite à d'intenses négociations, en vue de la création d'une plateforme, on parviendra à des discussions fructueuses entre les différentes organisations socio-politiques haïtiennes, qui aboutiront à la solution de la crise politique du pays et au travail préparatoire à la mise sur pied d'un gouvernement intérimaire. Ce dernier, à son tour, aura la responsabilité d'organiser des élections dans le meilleur

Suite en page 14

HAPPENINGS!

Those who helped in its unfolding can no longer ignore the Haiti Crisis

Michel Martelly in The New York Times

Sophia Saint-Rémy-Martelly in the eye of The New York Times

By Raymond Alcide Joseph

Haiti has been going down the drain for a long time, but as it reaches a most critical point, becoming a catastrophe of hemispheric proportions, it can no longer be ignored. For the consequences of such an action

Continued on page 7

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 2

CATASTROPHE D'ORIGINE HUMAINE AU CAP HAÏTIEN

Plus de 90 morts, au moins 30 blessés...

7 membres d'une seule famille ont péri...

Suite de la page 1

L'incendie monstre, qui a trouvé son origine, suite à un camion-citerne qui a chaviré, livrant sa cargaison au pillage, a occasionné plus de 92 personnes. Plus de 35 victimes grièvement blessées ont été acheminées à divers hôpitaux, celui du Cap-Haïtien, institution universitaire Justinien, à Mirebalais, à Hinche et même à l'Hôpital Médecins sans Frontière de Port-au-Prince.

Les centres hospitaliers, qui ont accueilli les blessés, sont débordés, car à court d'équipements et de personnel. Depuis qu'a commencé l'arrivée des victimes, dans les institutions de secours éloignés de la métropole capoise, le nombre de victimes n'a cessé d'augmenter.

En effet, suite à cette conflagration, qui s'est produite le 14 décembre, peu après le pont Lafossette, à Samarie, au sud de la ville, 59 personnes avaient trouvé la mort, le premier jour, dont la grande majorité dormait au moment de l'accident, enregistré tard la nuit.

Des informations recueillies sur place ont indiqué que le camion-citerne, dont le chauffeur a fait une manœuvre pour éviter une collision avec un motocycliste, a chaviré de toute sa longueur. Les riverains accourus de toutes parts arrivaient sur les lieux avec des instruments hétéroclites pour extraire l'essence du tank et des récipients de toutes sortes pour l'emporter. Au cours de cette opération, on laisse croire que le liquide inflammable est déversé sur le pavé projetant le carburant sur une longue distance sur les maisons et partout sur la chaussée. Une quarantaine de maisons, au moins, a pris feu. La flamme intense, qui s'est propagée rapidement, a transformé tout le quartier en un brasier géant coinçant des dizaines de résidents dans leurs maisons, dont certains, qui dormaient, n'ont jamais eu la chance de se réveiller, encore moins d'échapper au désastre.

Les maisons qui ont brûlé sont détruites avec tout ce qui s'y trouvait. Il y a des personnes qui, réveillées en sursaut, ont tenté de se sauver, mais ont été faites prisonnières par les flammes.

Quand celles-ci se sont calmées, avant de s'éteindre complètement, les autorités se sont mises à dégager les décombres. Il ne restait plus que des cadavres totalement calcinés. On rapporte que des familles ont éprouvé la grande peine d'avoir constaté les autorités municipales prendre la pénible décision d'enterrer leurs victimes immédiatement dans des fosses communes qu'elles ne pourront pas identifier.

Après le service funéraire, deux cercueils de victimes transportés au cimetière pour l'inhumation.

Par exemple, un couple se lamente du fait d'avoir perdu cinq de ses enfants, dont les corps complètement brûlés ont été recueillis pour être acheminés à une fosse inconnue. Il doute qu'il puisse, un jour, identifier les cadavres de leurs enfants pour leur rendre un hommage bien mérité. Ce même couple a révélé que, suite aux recherches du site de l'accident par les autorités municipales, le nombre des morts est révisé à la hausse.

Le phénomène de révision du nombre des victimes est sujet à cette même tendance dans les hôpitaux. Ce même couple a révélé que le nombre de leurs enfants décédés est passé à sept, après que deux autres eurent succombé à leurs blessures, au centre hospitalier où ils étaient conduits.

Un cas encore plus grave est celui d'un groupe d'Haïtiens vivant en diaspora. Il est rapporté, dans l'édition du 21 décembre de l'organe en ligne *Haïti-Infos-pros*, la rude épreuve essuyée par une famille. Elle séjournait au Cap-Haïtien pour assister à un mariage. Neuf membres de la délégation ont péri dans la conflagration.

La communauté de la deuxième ville du pays, de même que tout le département du Nord sont

Suite en page 8

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES

Consensus en Haïti : La sécurité est primordiale; Les autorités ont planifié l'insécurité

Suite à la discussion virtuelle sur Haïti, vendredi dernier, 17 décembre de Brian Nichols, l'assistant secrétaire d'État américain au Bureau des Affaires hémisphériques, avec des « *partenaires* », concernant la situation catastrophique d'Haïti, il a tenu à rencontrer la presse pour faire un bilan de la discussion. Il ressort que la ***situation sécuritaire*** du pays fut la question primordiale. C'est, du moins, ce qui se dégage de la réponse de ce haut cadre de l'administration américaine à la question de Jacqueline Charles, du journal *The Miami Herald*, toujours sur la balle quant à l'évolution de la situation à son pays d'origine.

En effet, M. Nichols venait d'expliquer comment les autorités américaines et ceux des pays partenaires, y compris la République dominicaine, ont décidé d'accorder un appui solide, à la Police nationale d'Haïti (PNH), pour enrayer ***l'insécurité*** qui fait rage au pays. Quand est venu le tour des journalistes de poser des questions, Jacquelines Charles fut la première à prendre la parole. Nous la laissons parler :

« *En ce qui a trait à la Police, vu ce que vous venez d'annoncer, on soulignera que celle-ci a bénéficié du support du Canada, de l'ONU et des États-Unis depuis plus d'une décennie; qu'elle a eu aussi de l'assistance en matière d'équipement. Pourtant, un peu plus tôt cette année, nous avons vu cinq policiers kidnappés dans une embuscade, tués, et leurs cadavres jamais récupérés. Alors qu'y a-t-il de différent dans ce qui est proposé aujourd'hui, pour mieux équiper la PNH, afin de mettre en déroute les gangs qui fourmillent, sous nos yeux, à travers tout le pays ?* »

La réponse de Brian Nichols a eu l'effet d'un choc, bien qu'il n'ait pas dit toute la vérité. « *Malheureusement, durant la présidence de Moïse, les investissements précédemment consentis [pour la PNH], n'ont pas été maintenus, non plus, le support approprié* », devait-il dire, tout en ajoutant : « *Le moral de la Police nationale d'Haïti en a souffert. Les fonds du gouvernement, tels les salaires de la troupe, n'arrivaient presque pas. Ainsi, leur capacité de bien opérer, ces dernières années, a connu une dégradation sans pareille. Je crois qu'auparavant, ils [les policiers] étaient à la hauteur de la tâche* ».

Brian Nichols

C'est beaucoup admettre de la part d'un haut placé de l'administration américaine qui dit, sans ambages, que le gouvernement haïtien est responsable de la ***situation sécuritaire*** intenable au pays. Dire que durant toute la présidence de Jovenel Moïse, ses tuteurs, à Washington, avaient ac-

Janet Yellen

cepté, sans maugréer, son acharnement à démanteler les institutions démocratiques, n'ayant jamais renouvelé les mandats des élus, jusqu'à « *constater la caducité du Parlement* » et le dysfonctionnement de la Cour de cassation et d'autres institutions, y compris la Police. Tout ça, dans le but d'asseoir, à perpétuité, le pouvoir du PHTTK, ce parti politique dit « *Tèt Kale* », tel le crâne chauve de son concepteur, le « Bandit légal », que se déclare Michel/Michael Joseph Martelly lui-même.

Au contraire, Jovenel Moïse a été même invité à Mar-a-Lago, la villa privée, en Floride, de son partenaire, l'ex-président Donald Trump qui, aujourd'hui, fait face à des problèmes d'ordre judiciaire, découlant, entre autres, du coup d'État raté du 6 janvier dernier qu'il avait fomenté pour empêcher au Congrès de confirmer officiellement, tel que prévu par la constitution, l'élection de Joseph « Joe » Biden à la première magistrature de la République étoilée. Ainsi, le dit milliardaire-président se serait maintenu au pouvoir par la force. En vérité, qui se ressemblent s'assemblent !

Il faut aussi mettre dans le bain Brian Nichols, qui semble méconnaître ou oublier, à dessein, que le déclin de la Police n'est pas seulement l'œuvre de Jovenel Moïse. Cela remonte à 2011, juste après l'installation du « Bandit légal » au Palais national quand, avec l'assistance de son ancien ministre des Affaires étrangères, bombardé Premier ministre, Laurent Salvador Lamothe, il avait commencé par organiser les gangs pour assurer sa pérennité du pouvoir. Dire, cependant, que son successeur, l'« *Homme Banane* », assassiné comme on le sait, avait facilité leur « *fédération* », sous la direction de Jimmy Chérizier, alias Barbecue, le policier devenu chef redouté des bandes armées, dont le gang « G-9 en famille et alliés » est enregistré au ministère des Affaires sociales et du Travail comme œuvre de bienfaisance. Tout au moins, l'on devait commencer par nettoyer les écuries d'Augias, en mettant fin à la reconnaissance légale au gangstérisme d'état dont jouit le « G-9 ».

En tout cas, on applaudit à ce que, au niveau international, on a fini par nous rejoindre, car depuis le 8 septembre, nous avons lancé, un slogan, en créole, qui résume les points de vue exprimés, de part et d'autre, concernant le problème de ***l'insécurité :*** « *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen pa ka regle ann Ayiti !* »

Voilà le ministre des Affaires

Alexia Latortue

étrangères du gouvernent de facto, Jean Victor Généus, donnant son appréciation de la conférence de vendredi : « *J'ai participé à la conférence virtuelle sur la* ***sécurité en Haïti*** *tenue à Washington, vendredi dernier. J'ai présenté l'état actuel de la situation générale du pays. Le gouvernement s'est engagé à créer un* ***climat sécuritaire*** *pouvant favoriser la tenue d'élections libres et démocratiques. J'ai mis en évidence l'urgence des besoins d'un appui multiforme à la PNH, de façon à freiner le* ***phénomène de l'insécurité.*** *Plusieurs pays participant à cette rencontre se sont engagés à apporter un support concret et immédiat à Haïti* ».

Puisque son chef hiérarchique a parlé, l'ambassadeur Bocchit Edmond, à Washington, lui aussi ayant participé à la réunion virtuelle du vendredi, n'avait plus rien à dire. Mais il était beaucoup plus alarmé que le chancelier dans un mémo, daté du 28 octobre au « *staff du Congrès américain* ». Sans doute, il y a eu erreur de date, le 28 novembre y sied mieux, car la missive nous était parvenue juste à temps pour en faire des extraits qui ont paru dans ces colonnes, de l'édition du 1er au 8 novembre du journal.

Voici, traduit du mémo en anglais, les propos de l'ambassadeur Edmond : « *La situation sécuritaire en Haïti est extrêmement délicate et fragile* ». *En vérité, la Police Nationale d'Haïti n'est pas équipée pour faire face au* ***problème des gangs,*** *qui sont bien financés par ceux qui profitent de l'instabilité politique . . . hors contrôle* ». Selon lui, « *le départ de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTHA) a laissé* ***un vacuum au niveau de la sécurité*** ». Toujours, selon lui, ceci ne devait pas entraîner des « bottes étrangères» au pays, mais un appui logistique à la PNH, mieux pourvue pour accomplir la tâche, Ceci de toute urgence.

La boucle est bouclée. Il faut vaincre les gangs avant de pouvoir réaliser quoique ce soit dans ce pays, saboté par les leaders PHTKistes, tous confondus. De toute évidence, les gangs ainsi que ceux qui les ont enfantés doivent subir le même sort !

***Un miracle des temps modernes : Les missionnaires kidnappés en Haïti se sont échappés.** Telle est la version que les gens de *Christian Aid Ministries*, l'organisation religieuse basée à Berlin, dans l'état d'Ohio, font circuler depuis lundi, 20 décembre, concernant la libération des otages, annoncée le jeudi 16 décembre, soit quatre jours auparavant. On parle de miracle moderne, en cette saison de Noël !

En tout cas, il a pris du temps, quelque quatre jours, pour concocter cette nouvelle version, avec étoile dans les cieux pour guider les fugitifs en pleine nuit, Imaginez 12 Blancs, dont un bébé de 10 mois, âgé de 8 mois lors du kidnapping le 16 octobre, ainsi qu'un autre de 3 ans, une fillette de 14 ans et un garçon de 15 ans, en fuite, longeant quelque 12 kilomètres en territoire quadrillé par le gang « *400 Mawozo* », certains des gardiens ayant même remarqué les fuyards, sans rien dire ou faire ! Ce pourrait être une bande de « *chanpwèl* », comme on dit en créole, des « *zombis* » blancs qu'il faut, à tout prix, éviter. Histoire à faire dormir debout !

En tout cas, sans aucune affirmation de ces gens de *Christian Aid Ministries*, un certain montant, assurément pas les 17 millions de dollars U.S, qu'avait réclamé Wilson Joseph *(Lanmò Sanjou)*, chef du gang, pour la libération des 16 Américains et d'un Canadien, mais il est bien question d'argent. Pourquoi l'organisation mentionne-t-elle qu'un certain montant, sans dire combien et de quelles sources, a été collecté pour faciliter les négociations ?

L'on se réjouit de ce cadeau de Noël pour l'organisation et les familles qui vivaient dans l'incertitude, durant deux mois, quant à

Suite en page 8

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 4

Un plan Marshall pour Haïti

Par Raymond Alcide Joseph

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont institué un plan de redressement de l'Europe dévastée par la guerre, initialement intitulé « *Programme de redressement européen* », promulgué en 1948 avec le soutien bipartite du Congrès, et rebaptisé « Plan Marshall » en l'honneur du secrétaire d'État George C. Marshall, qui a été à l'origine d'un tel plan. À mon avis, seul un plan similaire peut changer Haïti, dont la dévastation n'a pas cessé depuis son indépendance, en 1804.

En fait, la situation du pays a empiré, même si quelque 13 milliards de dollars ont été collectés par les Nations Unies et d'autres organismes pour « *reconstruire en mieux* », après le tremblement de terre dévastateur de 2010. Et 4,2 milliards de dollars du fonds PetroCaribe, provenant des bénéfices des produits pétroliers vénézuéliens et destinés au développement, ont disparu entre 2008 et 2017.

Il est temps de rendre des comptes et de déployer un effort concerté pour le développement économique de cette nation appauvrie, afin d'éviter qu'elle ne continue d'être un casse-tête de taille hémisphérique dans les Amériques. Car presque tous les pays de l'hémisphère connaissent aujourd'hui les résultats d'années d'exploitation et de négligence de la première République noire du monde, aujourd'hui définie par les milliers de réfugiés fuyant l'enfer sur terre pour être ramenés par avion dans la fournaise.

Considérez ce que les États-Unis ont fait en 1948 pour l'Europe, après la victoire des Alliés sur les forces du fascisme et du nazisme. Après avoir détruit une grande partie de l'Europe, les Américains ont aidé à la reconstruire, le Congrès américain ayant approuvé plus de 13 milliards de dollars, soit l'équivalent de 144 milliards de dollars en 2020, selon Wikepedia. Dix-huit pays ont bénéficié des largesses américaines, la part du lion revenant à la Grande-Bretagne, à la France et à l'Allemagne.

Parmi les mesures envisagées par le plan Marshall figuraient celles qui favoriseraient l'essor des économies des pays européens, comme la réduction des réglementations qui entravent le développement et l'amélioration des programmes réducteurs des barrières étatiques qui augmentent la productivité.

Comparez cette générosité avec ce qui s'est passé dans le cas d'Haïti, lorsque ce pays a été le premier à vaincre l'esclavage et à mettre fin à l'hégémonie française dans le Nouveau Monde, ouvrant ainsi la voie à la nouvelle nation américaine à devenir la taille du pays qu'elle est aujourd'hui. La victoire des esclaves haïtiens sur les forces colonialistes a favorisé l'achat de la Louisiane par les Américains, le pays doublant de taille à la faveur de la mise en déroute de la puissante armée de Napoléon Bonaparte, le 18 novembre 1803. À la faveur de cette défaite, la France a perdu son quartier général dans le Nouveau Monde, au Cap Français, rebaptisé Cap-Haïtien. Aussi, le rêve français d'un empire dans le Nouveau Monde a-t-il tourné court. Imaginez que les Américains n'ont payé que 80 millions de francs, soit l'équivalent de 15 millions de dollars, à l'époque, pour cette vaste étendue de terre à l'ouest du fleuve Mississippi, jusqu'aux Montagnes Rocheuses, d'une part, et du Golfe du Mexique au sud jusqu'à la frontière avec le Canada. Aujourd'hui, cela représente 14 États.

Au lieu de se montrer reconnaissants envers Haïti, les États-Unis se joignirent à la France et à toutes les puissances esclavagistes de l'époque pour déclarer un embargo paralysant sur la nouvelle nation, afin de dissuader tout mouvement d'imitation de leurs propres esclaves. En 1825, l'embargo est renforcé lorsque Charles X, ayant recours à la diplomatie de la canonnière, impose à Haïti une dette de 150 millions de francs, ramenée à 90 millions, en guise de dédommagement pour perte de biens, y compris des esclaves. On rapporte que cela représentait l'équivalent de 21 milliards de dollars en monnaie actuelle.

Les États-Unis ont soutenu la France dans un tel hold-up, dont le dernier centime a été versé en 1947, au précurseur de la Citibank, qui avait assuré le recouvrement pour la France lorsque les Marines américains ont envahi Haïti en 1915 et y sont restés pendant 19 ans.

De toute évidence, l'économie d'Haïti, soumise à un embargo et hypothéquée depuis un siècle et demi, ne pouvait supporter une population en pleine croissance. Et les États-Unis ne reconnaîtront la nouvelle nation que lorsque le président Lincoln le fera en 1862.

Lorsque les Américains ont occupé Haïti et la République dominicaine, des travailleurs haïtiens ont été transportés par camion dans la partie de l'est de l'île pour faire de ce pays la capitale mondiale du sucre. Des travailleurs haïtiens ont également été amenés à Cuba, alors proche allié des États-Unis, en vue d'aider l'industrie sucrière de ce pays. Aujourd'hui, la République dominicaine a une économie florissante, et Haïti est son deuxième partenaire économique après les États-Unis. Les Dominicains exportent environ 2 milliards de dollars par an de produits agricoles et manufacturés vers Haïti, tandis que les exportations d'Haïti vers son voisin s'élèvent à 100 millions de dollars. Cuba, protégée par le bloc communiste depuis la révolution de Castro, en 1959, envoie maintenant des « *missionnaires médicaux* » dans divers pays d'Afrique et d'ailleurs, notamment Haïti; et récemment en Italie, lorsque ce pays européen a été parmi les premiers de ce continent à être visité par la pandémie de la COVID-19.

Le monde a eu l'occasion d'aider Haïti après le tremblement de terre de 2010, qui a fait plus de 200 000 morts et 1,5 million de sans-abri. Les nations du monde entier sont venues à la rescousse, les Nations unies ayant reçu des dons de quelque 130 pays. Sur les 13,5 milliards de dollars collectés pour Haïti, les trois quarts auraient été versés aux Nations Unies et un quart aux entités caritatives, les fameuses Organisations non gouvernementales (ONG), qui ont valu à Haïti le surnom de « *capitale mondial des ONG* ». L'ancien président Clinton, en tant qu'envoyé des Nations Unies en Haïti, suite au tremblement de terre, a coprésidé la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) avec le Premier ministre haïtien de l'époque, Jean-Max Bellerive. Qu'est-il advenu des 3 milliards de dollars initialement approuvés pour la CIRH, comme cela a été rapporté ? En Haïti, peu de preuves sont offertes pour justifier la dépense de ces milliards de dollars.

Dans le même ordre d'idées, les responsables haïtiens devraient également rendre compte des 4,2 milliards de dollars du fonds Petro Caribe mentionné précédemment. Les présidents et Premiers ministres en fonction durant cette période, et qui sont encore en vie, devraient rendre compte de ce qu'il est advenu de ces fonds.

Je soutiens qu'un plan Marshall pour Haïti peut commencer avec tous les fonds destinés à Haïti, qui n'ont pas été comptabilisés. Une partie de ceux-ci se trouve en résidence dans des banques offshore. Les enquêteurs du gouvernement américain ne peuvent ignorer où est passée une partie du butin. Ces fonds devraient suffire comme capital initial au financement d'un projet qui devrait être mené par les États-Unis et les pays dits « *amis d'Haïti* », en collaboration avec un gouvernement haïtien provisoire qui, rompant avec le passé, ferait de l'honnêteté et de la transparence les marques d'une administration déterminée à faire d'Haïti le joyau qu'il aurait dû être depuis toujours. Une Haïti au travail permettra aux Haïtiens de rester chez eux, dans un pays où priment le droit et d'ordre, débarrassé des gangs et prêt à accueillir à nouveau les compétences de ses filles et fils dispersés à travers le monde.

R.A.J.

A Marshall Plan for Haiti

By Raymond Joseph

After World War II, the United States instituted a plan for the recovery of war-devastated Europe, initially entitled the "European Recovery Program," enacted into law in 1948 with bipartisan Congressional support, and renamed "The Marshall Plan" for Secretary of State George C. Marshall, who first urged such a plan. Only a similar plan, I suggest, can change Haiti, the devastation of which has not ceased since its independence in 1804.

In fact, the situation of the country has worsened, even though some $13 billion was collected by the United Nations and others to "build [it] back better" after the devastating earthquake of 2010. And $4.2 billion of the Petro Caribe Fund from profits from Venezuelan fuel products earmarked for development disappeared between 2008 and 2017.

It is time for an accounting and a concerted effort for the economic development of that impoverished nation, to stop it from being a headache of hemispheric proportions in the Americas. Almost all the countries of the hemisphere are now experiencing the results of years of exploitation and neglect of the first Black Republic in the world, now defined by the thousands of refugees fleeing hell on earth and being airlifted back to the furnace.

Consider what the United States did in 1948 for Europe, following the Allied victory against the forces of Fascism and Nazism. After destroying much of Europe, the Americans helped in rebuilding it, with the U.S. Congress approving more than $13 billion, equivalent to $144 billion in 2020, according to Wikepedia. Eighteen countries benefitted from the U.S. largesse, with the lion's share going to Great Britain, France and Germany.

Among measures envisaged by the Marshall Plan were those that would help the economies of the European countries flourish, such as cutting down on regulations that impede development and enhance programs that reduced state barriers and increased productivity.

Compare such generosity with what happened in the case of Haiti when that country was first to defeat slavery and stop French hegemony in the New World, paving the way for the new American nation to become the country it is today. Haitians are responsible for the Louisiana Purchase by the Americans, with the country doubling in size when the former slaves defeated the mighty army of Napoleon Bonaparte in 1803. With that defeat, France lost its headquarters in the New World in Cap Français, the French Cape, with is now Cap-Haitian. Thus, did the French dream of an empire in the New World came to naught. Imagine, the Americans paid only 80 million francs, then equivalent to $15 million, for that vast expanse west of the Mississippi River, to the Rockies, and from the Gulf of Mexico in the south to the border with Canada. Today, it's 14 states.

Instead of being thankful to Haiti, the United States joined France and all the enslaving powers of the tines to declare a crippling embargo on the new nation, to dissuade any copycat movement from their own slaves. By 1825, the embargo was reinforced when Charles X, using gunboat diplomacy, imposed a debt of 150 million francs, reduced to 90 million, on Haiti, for the loss of property, including slaves. It's reported that this amounted to the equivalent of $21 billion in today's dollars.

The United States supported France in such a heist, the last penny of which was paid in 1947 to the precursor of Citibank, which had assumed collection for France when the American Marines invaded Haiti in 1915 and remained for 19 years.

Evidently, Haiti's economy, embargoed and mortgaged for a century and a half, couldn't support a growing population. And the U.S. wouldn't recognize the new nation until President Lincoln did in 1862.

When the Americans occupied Haiti and the Dominican Republic,

Suite en page 14

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 5

Keeping our kids safe with vaccination

By Dr. Dave A. Chokshi *

As a father of a young child and the City's doctor, it has been especially meaningful for me to see so many brave children roll up their sleeves to get vaccinated against COVID-19. I have had the privilege of being present when some have gotten their first dose. I remember one young person had tragically lost their mother to the COVID-19 pandemic. The family felt relief and joy after waiting so long for the comfort of knowing the child was protected.

Since the COVID-19 vaccine was authorized, over 140,000 children ages 5-11 have received at least one dose in New York City. We are proud of this progress, but still too many of our youngest New Yorkers remain unvaccinated. Right now, it's more urgent than ever, because infection rates are highest among school-aged children. Since the start of the pandemic, school-aged children have accounted for approximately 7% of all cases. In the last 30 days, 14% of all cases have been among this age group.

It is critical for parents and caregivers to understand that COVID-19 is a serious childhood illness. It can result in hospitalizations, ICU admissions, long-term health issues, and in rare cases, death. No children have died from the vaccine.

Understandably, many parents and caregivers want to make sure it's safe—even those who are fully vaccinated themselves. According to a new survey, about a third of parents of children ages 5 to 11 say they want to wait and see how the vaccine is working for others before getting their child vaccinated. But our leading pediatricians are strongly recommending vaccination right now, precisely because it helps keep our kids safe.

Some are concerned after hearing about a risk of myocarditis, or mild heart inflammation. This is of course something we take seriously. What we know is that myocarditis is actually more likely to occur as a result of COVID-19, not vaccination. It also likely helps that the dose used in 5-11 year olds is a third of the dose used for those 12 and up.

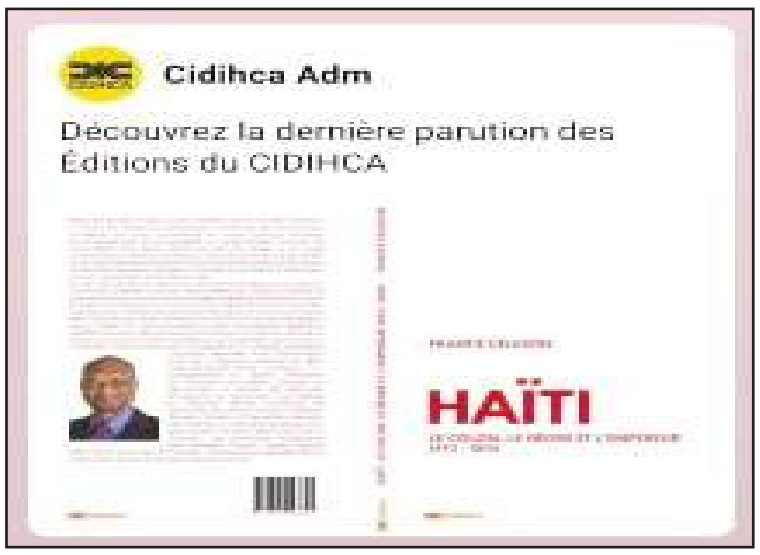
But benefits of vaccination go beyond just protection from COVID-19. Although, thankfully, the youngest New Yorkers have largely avoided COVID's worst outcomes, they have all shared in our collective trauma, and far too many have experienced loss. With vaccination, children can return to normal life again. They can catch up on hugs, play dates, sleepovers, sports and school activities. They can more safely gather with friends and family over the holidays.

Another reason to get the shot now is that starting this week, children 5 and up will need to show proof of at least one vaccination dose for indoor dining, fitness and entertainment activities and many after school activities as well like sports, band and choir.

I urge everyone to get your child vaccinated as soon as possible. You can go to the City's vaccine finder to find locations in all five boroughs, including City sites, pharmacies, and clinics. The Health Department is working with over 1,500 pediatricians to distribute the vaccine.

The instinct parents and caregivers have to protect children is a good one—our first priority is always to keep our children safe. I want to be clear: To not have your child vaccinated is taking a serious risk. The vaccine will keep your child and our communities safe.

** Dr. Chokshi is New York City's Health Commissioner*



Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Nan 3 jou, 25 desanm, se pral Jou Nwèl la, men laplipa mounn pa konn kisa y ap fete vrèman !

Menm ann Ayiti kote sitiyasyon an malouk fopaplis, y ap pale de Nwèl. Gen mounn ki di fòk yo fè youn bagay kanmenm pou voye vye zè ale. Gen lòt, sitou Katolik yo, ki di yo p ap rate Mès Minui yo jou sa a. Men youn bann lòt di se kado Nwèl y ap tann, kòmsi yo kwè vrèman nan Tonton Nwèl Ameriken an, tonton blan gwo vant ak rechany wouj li sou li, gwo bab blanch li men longè, nan ti kabwèt li chaje kado, ke ti bèt ki sanble kabrit yo ap trennen. Antouka, pou laplipa Ayisyen yo di yo ka tann Premye Janvye pou yo fete toutbon, jan sa fèt ann Ayiti, paske pou Ayisyen, se Premye Janvye ak soup joumou yo, ki vrèman gwo fèt la.

Kanmenm pou Nwèl ane sa a, sitou pou Ameriken ak Kanadyen, yo resevwa youn gwo kado nan men mesye gang nan zòn Kwa-dè-Boukè a, *"400 Mawozo"* yo, ki fè youn jès ak yo depi nan dat 16 desanm. Yo libere 12 lòt misyonnè ki te nan men yo depi yo te kidnape 17 nan dat 16 oktòb, 2 mwa jou pou jou. Yo lage misyonnè yo Mòn Kabrit, kòmsi se youn kesyon Kabrit Tomazo ki t ap regle. Ala kote w tande!

Mounn *Christian Aid Ministries* yo, nan eta *Ohio*, Ozetzini, ki responsab pou misyonnè yo, te met youn kominike deyò jedi pase pou renmèsye tout mounn ki te priye pou sa fèt. Kivedi menm kidnapè konn fè kado pou Nwèl! Epi gen mounn k ap bat bravo pou yo. Wi, papa, ala youn peyi se Ayiti! Jan mounn Franse yo di pawòl la: *"Du jamais vu!* »

Kanta pou mounn « *Christian Aid Ministries* » yo, se youn mirak Bondye fè. Epi yo di yo padonnen kidnapè yo, selon sa pawòl Bondye mande yo fè. Pi ta pi tris! Konbyen lajan ki debouse pou mounn yo jwenn liberasyon yo, nou pa konnen. Tou sa se sekrè antre yo. Kòm nou sonje, pou 17 ki te kidnape yo, menm pou 5 timounn anba zaj pami yo, younn ki te gen 8 mwa lè yo te pran l nan, se17 milyon dola Wilson Joseph, osnon « *Lanmò Sanjou* », chèf gang nan, te mande, youn milyon dola pou chak.

Men kilès n ap selebre nan jou Fèt Nwèl la ?

Antouka, pandan mounn ap di sa yo vle sou fèt Nwèl la, y ap pwofite fè lajan, de youn fason ou youn lòt, sou do Nwèl, m ap bay vrè siyifikasyon Nwèl la. Se fèt ti Jezi, pitit Bondye ki, selon Labib, te vin sou latè, pase nan vant manman l, Mari, ki te akouche nan dat 25 desanm. Ēske se jou sa a li te fèt vre, pa vin mande m, men se jou sa a mounn ki di yo se kretyen, pa kretyen vivan non, jan n abitye di non, men kretyen ki kwè nan Jezi-Kri, aksepte kòm jou pou selebre Sovè yo!

Selon Labib, e listwa pa janm demanti sa, Jezi Kri te vin an misyon sou latè. Lè sa a Women yo (Romains), sètadi Italyen, te sèl kòk chant. Yo te kontwole peyi Palestin kote Jezi te fèt la e yo te kwè se youn travay politik li te vin fè kont Women yo. Men l te vin fè plis pase sa, li te vin pou wete kreyen vivan anba grif Satan.

Diran 33 lane li te pase sou latè, li te bay anpil egzanp pou l montre li pa t youn mounn òdinè, layk dis layk dat. Nou p ap pase sou tout, men nou konnen li te fè dlo tounen diven lè diven an te fini nan youn fèt maryay (Nòs Kana) kote l te envite ansanm ak tout manman l epi manman an te mande l sa w ap fè pou mounn yo? Li te mache sou dlo nan lanmè, e l te menm di disip li, Pyè (Pierre), mache vin jwenn mwen. Epi Pyè te mache sou dlo a tou. Li te fè Laza reveye menm 4 jou apre l te mouri, deja antere nan youn kavo.

Mwen bay sèlman mirak sa yo pami youn bann lòt. Men selon jan l te pale, se lanmou li t ap preche, repantans pou move zaksyon, babay tout vye bagay! Men li pa t aksepte tout tenten nan men kòriptè ak kòwnpi, bann dwèt long, mounn ki ekspè nan move zafè. Selon sa n li nan Labib, gen youn jou Jezi te tèlman fache, li pran youn gwo fwèt taye epi l kouri dèyè youn bann komèsan ki te vin pran sinagòg la, tanp kote pou sèvi Bondye, fè l tounen boutik pou fè konmès.

Enben, mwen kwè si Jezi ta fè youn pase sou latè kounnye a, pou konstate sa komèsan fè ak jou li te fèt la, se pa fwèt ase li t ap pran pou pati dèyè yo. Kòm nou konnen se nan sezon Nwèl komèsan fè plis kòb. Annik suiv ki kantite piblisite, pou sesi sela, nou wè nan televizyon, ke n tande nan radyo, ki parèt nan jounal ak revi, magazin, k ap ofri bonjan pri pou tèl pwodui, osnon pou lòt sa a, k ap ofri w vwayaj abò gwo vapè, abò avyon dènye klas pou pi bon pri. Tout sou do Nwèl.

Men yo bliye ke Jezi-Kri yo sanse ap selebre jou sa a, enben Women (Romains) yo te met ansanm ak bann ipokrit Juif ki pa t vle wè jennonm nan pou verite li t ap preche, yo krisifye l, yo klouwe l sou youn kwa, yo fè l soufri, jouk li rann souf li. Yo te met kadav la nan youn gwo kavo, men sou twazyèm jou a li leve l monte nan syèl, selon sa Labib di. Si se pa t vre, kouman fè Women yo ak Jwif yo pa janm te ka montre kadav la. Jouk jodi a, yo pa ka janm demanti Jezi-Kri te resisite. Li te menm rankontre sèten nan disip li yo, anvan l te kite latè pou retounen lakay papa l kote l te di

Mari ak Jezi nan mitan mouton yo, nan krèch, ap resevwa visit Wa maj yo.

li pral prepare youn plas pou tout mounn ki kwè nan li ka vin jwenn li lè yo kite tè sa a. Se nan Jezi-Kri sa a nou kwè.

Epi ban m raple nou youn bagay enpòtan sou pèsonaj sa a. Asireman, nou konnen lè n di lane 2021, osnon 2022 ki pral vini nan

Nativite, zetwal la annonse nesans Jezi nan Betleyèm.

10 jou, sa vle di tan lane apre Jezi-Kri te vini sou latè, Se li ki fikse kalandriye lemonn antye ap suiv, se tan lane anvan e tan lane apre Jezi-Kri, kivedi chak jou n ap viv se Jezi-Kri ki referans lan, kit yo kwè nan li osnon yo di li pa t egziste.

Tou sa yo k ap pran non l pou sèvi avè l nan move zafè, k ap sèvi ak non l pou fè lajan sou tèt ti malere, nou pa ba yo bouch. Men yo gen pou peye sa chè. Epi an palan de mounn ki gen pou peye sa chè, m ap panse a bann atoufè ann Ayiti yo ki vin kreye youn sitiyasyon lakay kote pèp la pa ka vrèman fete Nwèl Jezi a jansadwa. Epi se pa dojoudui, y ap resevwa avètisman pou yo sispann sa y ap fè a. Nad marinad! Chak jou yo fè pi mal, jouk yo rive nan nan youn sitiyasyon kote peyi a prèske bloke nan men yo.

Epi se kounnye a, mesyedam Kominote Entènasyonal la, Etazini devan, reyini vandredi pase (17 desanm) — *virtuellement*—, (san pèsonn pa vwayaje, men ap suiv sou entènèt), pou diskite sa yo ka fè pou ede Ayiti soti nan mera li ye a. Fò m di nou tou ke nan youn reyinyon *virtuelle* menm jan ak sa vandredi a, ki te fèt nan *Wilson Center,* nan Wachintonn, jou mèkredi 8 desanm nan, nou te gen opòtinite diskite kesyon Ayiti a lanvè landrèt, pou n te montre ke se menm mounn Kominote Entènasyonal sa a, Etazini alatèt, ki responsab Ayiti vin tounen youn peyi tèt anba. Li te klè pou tout mounn ke sa n te di a se pa t pawòl anlè konsa konsa, men bonjan verite ki baze sou bann referans nou te bay. Dimanch pase a, 19 desanm, nou wè jounal *New York Times*, vin ak youn lòt atik kòm si l ap repete youn bann bagay nou deja ekri, pou montre kijan Etazini responsab sitiyasyon lakay la. Donk, kounnye a, mesyedam gwo diplomat yo gen movèz konsyans, y ap wè kijan yo ka wete fado a sou do yo. Sa p ap fasil. Antouka, n ap tann yo nan Kafou Tenten!

Avètisman ap bay depi kèk tan sou Ayiti k ap degrengole

Se pa ni ayè, ni avanyè, gwo avètisman ap bay sou jan sitiyasyon an pa bon menm ann Ayi. Kòm nou nan sezon Nwèl, sa raple m kisa Evèk Katolik Ayisyen yo, nan Konferans Episkopal Ayisyen an (CEH an franse), te di nan mesaj yo te bay pou fen lane 2017, gen 4 lane de sa. M ap ban nou moso.

Sou jèn nou yo k ap kite peyi a ankantite, epi pwofesyonèl yo tou, Evèk yo te ekri : « *Se lavni peyi a ki menase. Jèn nou yo ap batay pou wè si ta gen youn ti espwa pou youn lavi miyò nan peyi a, ki pa ofri yo okenn chans pou youn alemye pi devan* ».

Yo te lonje dwèt tou sou ***kòripsyon*** ak ***enpinite*** ki mache kòt a kòt. « *Kanta pou **kòripsyon,** li toupatou, mounn k ap travay nan administrasyon piblik, tankou sa k ap boule an prive, ansanm ak gwo chabrak k ap gouvènen yo. Se youn sitiyasyon ki penmèt **enpinite*** (pèsonn pa ka mande yo okenn kesyon, pa ka manyen yo) *pandan y ap ranmase lajan plen pòch yo, pèsonn pa ka fè yo konfyans nan kesyon politik, sitou pa nan jan lajistis fonksyonnen, ni ou pa konnen kote lajan Leta pase, pa gen transparans, ni yo pa trete tout mounn egal ego* ». Kivedi se youn bann vòlè, ansasen, k ap dirije peyi a.

Men se pou Nwèl 2018 la, Evèk Katolik yo te mete pi gwo avètisman an deyò nan youn lèt pou tout nasyon an, pou pitit Ayiti anndan peyi ak nan dyaspora a. Li te long e byen detaye. Men m ap pran kèk nan pawòl yo ki, selon mwen menm, eksplike sitiyasyon chèf relijye yo te wè e konsèy yo te bay pou peyi a pa fin « *efondre* ». Men kèk nan pawòl Evèk yo:

« *Nasyon an ap fouye twou pou l antere tèt li. Se bò twou a, Pitit Bondye a vin jwenn nou la a. Li lonje men ban nou e li di nou byen fò se pou n gen konfyans nan Li. Fò n fè tèt nou konfyans tou, e fòk nou fè younn lò konfyans. Fòk gen dyalòg, pou younn pale ak lòt* ».

Epi, yo di « *l'heure est grave* ». Sa rèd anpil. Mezanmi ! « *Nou tout konnen pwoblèm yo, lis la long. Men n ap site sa yo : Tout enstitisyon nou yo atè plat, vyolans ap monte san rete, gang byen ame ap travay pou gwo chabrak, ekonomi an ap depafini, ki vin lakòz pòvrete a vin pi mal, **kòripsyon** blayi toupatou epi ak **enpinite*** (pèsonn pa ka mande yo okenn kesyon, pa ka manyen yo), *yo vin awogan fopaplis* ».

Natirèllman, se ak gwo chèf nan peyi a Evèk yo t ap pale lè yo kontinye pou di : « *Lè w gen pouvwa, kit se nan eleksyon osnon ou nonmen nan youn pòs, si w pa kapab sèvi pèp la, ou pèdi tout dwa lejitim ou te genyen. Kisa yo ka atann de ou si w pa ka defann enterè tout sitwayen Ayisyen, sètadi pwoteje byen nou genyen, ki se premye pi gwo travay youn gouvènman?* »

Evèk yo te pase pran sistèm lajistis nan peyi a tou : « *Nou menm nan sitèm ki anchaj lajistis,*

Ale nan paj 13

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

trous, the repercussions of which would intensify Haitian migration and greatly damage the reputation of those claiming to be champions of human rights and defenders of democracy.

Two major articles, Sundays apart (December 12 and 19), in The New York Times, and an editorial in the Washington Post (December 14) glaringly show that the United States and its allies have contributed in getting Haiti in the chaotic state it is today. Imagine that, in the Post editorial, the editorial board, commenting The New York Times exposé of drug trafficking at the highest level of Haitian society, including of top Haitian government officials, stated: "One question that arises from the Times report is how, given the allegations of corruption and trafficking ties against him (former president Michel/Michael Joseph Martelly gearing up to regain power), he retains a visa enabling him to live in the United States and, for that matter, why he has not been arrested." That's pointing fingers at American authorities for protecting alleged criminals!

As if Chris Cameron was answering the Washington Post editorial, in his New York Times article, last Sunday, he shows that the United States was responsible in engineering, in 2011, the presidency of Martelly, a vaudeville singer, who self-proclaimed himself "Legal Bandit" and who acted as such by organizing the gangs that are causing mayhem in Haiti now.

In that expansive story of Chris Cameron, he spells in the subtitle how the United States bears the blame for much that goes wrong in Haiti. Read on: "American policy decisions are vital to understanding Haiti's political instability, and why it remains the poorest country in the Western Hemisphere."

I will also point out that while the United States benefitted from Haiti's independence, which forced the French to sell the Louisiana Territory to the new American nation, doubling its territory; American officials have

Younger Joe Biden, as Senator, didn't speak so well about Haiati.

shown a lack of empathy for that country. Consider the stand of the current U.S. president, whose words have come back to haunt him in Chris Cameron piece.

In September 1994, when President Clinton was planning the invasion of Haiti to return to power Jean Bertrand Aristide, the democratically elected president who was toppled three years earlier, Senator Joseph R. Biden, a member of the Foreign Affairs Committee argued against it. "I think it's probably not wise, he said, in an interview with television host Charlie Rose," Cameron writes, continuing, "He added, 'If Haiti – a God-awful thing to say—if Haiti just quietly sunk into the Caribbean or rose up 300 feet, it wouldn't matter a whole lot in terms of our interest.'"

Apparently, the senator, now the U.S. president, may still harbor such sentiments, as exemplified by his highly criticized action against would-be Haitian refugees. Consider that those refugees would not be flooding the Americas, were it not for U.S. support of the corrupt leaders that have turned Haiti into the hellish place it is.

When the refugees arrived, last September, at the Texas border town of Del Rio, they were treated like slaves by horse-mounted U.S. border patrol officials trying to beat them back into Mexico. Then, on order of President Biden, more than 10,000 were airlifted back to Haiti, which is facing a multifaceted crisis, with armed gangs controlling great swats of the land, including some 60% of the capital of Port-au-Prince and surroundings. The president's action brought about the resignation of his Special Envoy to Haiti, Ambassador Daniel Foote who, in a letter September 22, criticized the action as "inhumane" and denounced his country's policy toward Haiti which, in great part is responsible for the situation in that country.

Meanwhile, in a move to show that, notwithstanding U.S. action or inaction regarding Haiti, it does care about what happens there, last Friday, Brian Nichols, Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs, chaired a virtual meeting of U.S. partners to address a broad range of issues. These included among others, preventing further deterioration of security and economic conditions and how to support Haitians as they themselves come up with solutions, instead of their being imposed by the international community, which has failed in various attempts at solving Haiti's problems.

Following the meeting with his counterparts, Friday afternoon there was a meeting with the press during which Mr. Nichols made some remarks about the discussion with "14 partners" and other "participants [who] have broad and deep experience in supporting Haiti and each one of them brought their experience to bear during today's conversation."

In essence, there's a call for "additional support for the Haitian National Police from the international community" and encouragement for a "political dialogue among all sectors of Haitian society to build consensus on a political accord." Only on reaching that accord, will the international community "stand ready to support Haiti's path back to restoring its democratic institutions, including holding elections when conditions permit."

Mr. Nichols put much emphasis on the "broad consensus for establishing a stable and democratic government." To that end, he said, "Today we also sought concrete pledges from participants to assist in three areas: security, political and economic assistance."

As usual, this was high-sounding rhetoric! As the question period started, Jacqueline

Kiko Saint-Rémy, dirty business in The New York Times.

Charles, of the Miami Herald, was, as usual, on point with a question, and we give her the floor because she speaks for us also. Here she goes: "I have two-prong questions," she began. "One, if the Haitians that are not able to reach a consensus because this –the remain at an impasse in the political front, what is the United States and the international community prepared to do in terms of that?"

She continued: "And finally, in terms of the police, I mean what you've just announced is what's been going on with the police. There has been support from Canada, the UN, and United States for over a decade. There has been assistance with equipment. However, earlier this year, we saw five police officers killed in a kidnapping lair, their bodies never retrieved. So, what is different about what's being proposed to do today to make the Haitian National Police better equipped to take on the gangs that we see proliferating throughout the country?"

The response of Assistant Secretary Nichols was quite telling in that an American official of that level has recognized publicly that the president the American government supported sabotaged the security of the country. Here in his own words:

"So sadly, during the Moïse administration, we saw a lot of the previous investments in policing were left without proper maintenance or support. Morale within the Haitian National Police declined. Funding from the Haitian Government for things like salaries really did not arrive for the police. So, there was a significant degradation in their capability in recent years. I think they had been quite capable prior to that."

We would add, for the Assistant Secretary, that the decline of the police did not start with Jovenel Moïse, it only intensified under his rule. He even facilitated the "federation of the gangs" under the leadership of his associate, the former police officer turned gang leader Jimmy Chérizier, alias Barbecue, whose flagship gang unit "G-9 Family and Allies" is registered at the Ministry of Social Affairs and Labor as non-profit organization. And the head of the Integrated Bureau of the United Nations in Haiti (BINUH), Helen Ruth Meagher La Lime, had applauded President Moïse's action about federating the gangs.

Indeed, the PNH was doomed soon after the self-proclaimed "Legal Bandit" Michel Martelly, was "elected" Haiti's president through the machinations of then Secretary of State Hillary Clinton, whose then Ambassador to Haiti Kenneth Merten carried out the mission. Understandably, he was decorated with Haiti's highest honor by the Bandit President before he left Haiti in 2012. Now he's the Chargé d'Affaires in Port-au-Prince, just at a time that the "Legal Bandit" is said to be readying himself to reclaim his presidency, as Maria Abi-Habib revealed in concluding her December 5 detailed exposé on drug trafficking in Haiti's highest circles. National elections will be held next year, and Mr. Martelly is considered a front runner," she writes.

Although being a suspect in the assassination of Jovenel Moïse, besides being a drug kingpin, Martelly still has friends in high places in Washington and elsewhere on whom he apparently count to keep him out of jail and even propel him to Haiti's presidency again, so Haiti may not lose its choice place among failed states, not unlike Somalia.

RAJ
22 December 2021
raljo31@yahoo.com

P.S.: In a column appearing in this issue, we present our solution for the multifaceted Haiti Crisis: A Marshall Plan for Haiti as an antidote to the entrenched poverty and its corollaries causing an exodus from a land once dubbed "The Pearl of the Antilles." In the interest of all, including that of the United States and of the other countries of the Western Hemisphere, such a plan will help keep Haitians at home and stop them from being a constant headache for all.

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 8

CATASTROPHE D'ORIGINE HUMAINE AU CAP HAÏTIEN

Plus de 90 morts, au moins 30 blessés...

7 membres d'une seule famille ont péri...

Suite de la page 2

nt rudement éprouvés par ce cruel événement. C'est un grand nombre de citoyens qui ont participé à une veillée funéraire, en guise de solidarité, envers les parents éplorés et envers la municipalité.

Les intéressés ignorent encore quel engagement, en terme de fonds destinés aux funérailles, que les autorités de Port-au-Prince vont prendre. Les familles des victimes croyaient que les funérailles allaient être célébrées le mardi 21 décembre.

Mais les parents des personnes décédées s'en prennent aux autorités, locales et fédérales, les accusant d'avoir inhumé les victimes dans l' « *indignité totale* ». Insatisfaits de la manière dont les autorités municipales ont géré la question des obsèques, les parents dénoncent le fait que seulement deux cercueils ont été exposés à la cérémonie qui s'était déroulée, « *comme à la sauvette* », samedi 18 décembre. Pourtant, se sont encore insurgés des parents de victimes, ils fustigeant l'agent intérimaire exécutif, qui n'a organisé que les funérailles de deux victimes.

Les parents se plaignent aussi de n'avoir bénéficié d'aucune aide, tant de la part de la municipalité que du gouvernement central, contrairement aux promesses qu'avait faite le Premier ministre de facto, lors de sa visite, à la ville du Cap, la semaine dernière.

LES 12 DERNIERS MISSIONNAIRES AMÉRICAINS CAPTIFS LIBÉRÉS

Christian Aid Ministries : Les otages ont trompé la vigilance des 400 Mawozo

Suite de la page 1

tion, dans le cadre d'une conférence de presse, au siège du groupe, à Millersburg, Ohio, le 20 décembre 2021, dont a fait l'écho l'agence de presse Reuters.

Le reste des 17 missionnaires, qui avaient été pris en otage par les *400 Mawozo*, dont le leader a pour nom « *Lanmò San Jou* », (Wilson Joseph) a trouvé sa libération, le 16 décembre, soit deux mois, jour pour jour, après leur capture, sur la route nationale, qui conduit vers la frontière haïtiano-dominicaine, non loin de Ganthier.

Bien que les ravisseurs eurent, au préalable, exigé une rançon de USD un million $ pour chaque otage, aucune précision n'a été donnée quant au montant exact qui a été payé en retour de leur libération. Par contre, M. Troyer a indiqué qu'une rançon a été versée, précisant que. « *D'autres personnes qui cherchaient à nous aider ont fourni des fonds pour payer une rançon et permettre au processus de négociation de continuer* ».

Au total, 17 personnes, parmi elles un bébé de dix mois, un autre de trois ans ainsi qu'un troisième de cinq ans, deux adolescents, (14 et 15 ans) en sus de 12 adultes, dont 16 Américains et un Canadien avaient été ravis par les gangs armés alors qu'ils revenaient de visiter un orphelinat à Ganthier. À deux reprises, au mois de novembre, deux otages ont été mis en liberté, et trois autres au début de ce mois. Sans qu'aucune précision ait été donnée quant à la rançon versée.

Wilson Joseph, appelé Lanmo San Jou a vraiment grossi le compte en banque de 400 Mawozo.

Selon le témoignage des responsables de *Christian Aid Ministries*, la fuite des missionnaires relève d'un vrai miracle car, a encore déclaré David Troyer, « *Après de nombreux jours d'attente et d'inaction de la part des ravisseurs, Dieu a agi de manière miraculeuse pour permettre aux otages de s'é*chapper ».

À en croire Troyer, les missionnaires, qui guettaient l'occasion de s'échapper, ont profité du couvert de la nuit, le 16 décembre, pour prendre leurs jambes à leur coup, après avoir dissimulé des bouteilles d'eau sur leur personne pour le voyage. À la faveur d'une lune brillante, les otages ont pris

Suite en page 14

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 9

LES 12 DERNIERS MISSIONNAIRES AMÉRICAINS CAPTIFS LIBÉRÉS

Christian Aid Ministries : Les otages ont trompé la vigilance des 400 Mawozo

Suite de la page 8

autres au début de ce mois. Sans qu'aucune précision ait été donnée quant à la rançon versée.

Selon le témoignage des responsables de *Christian Aid Ministries*, la fuite des missionnaires relève d'un vrai miracle car, a encore déclaré David Troyer, « *Après de nombreux jours d'attente et d'inaction de la part des ravisseurs, Dieu a agi de manière miraculeuse pour permettre aux otages de s'éc*happer».

À en croire Troyer, les missionnaires, qui guettaient l'occasion de s'échapper, ont profité du couvert de la nuit, le 16 décembre, pour prendre leurs jambes à leur coup, après avoir dissimulé des bouteilles d'eau sur leur personne pour le voyage. À la faveur d'une lune brillante, les otages ont pris la direction du Morne à Cabris, vers le nord, où, à l'aube, ils se sont arrêtés, trouvant une personne qui les ont mis en condition d'avoir accès à un téléphone pour appeler les autorités au secours. Le témoignage du directeur de *Christian Aid Ministries* a précisé qu'au cours de cette même journée, les anciens captifs se trouvaient à bord d'un avion qui les a transportés sur le sol américain.

La version des faits contredits par des anonymes

Les événements entourant l'évacuation des derniers douze missionnaires, de leur lieu de détention jusqu'au territoire américain, ne fait pas l'unanimité. Des personnes non identifiées, mais connaissant bien les tournants et aboutissants de la détention de ces étrangers, ainsi que des méandres des négociations menées autour de ce cas, donnent une version bien différente des faits présentés sous une allure mystérieuse.

Après le service funéraire, deux cercueils de victimes transportés au cimetière pour l'inhumation.

Ces dernières font remarquer que, dès le premier jour de l'enlèvement des missionnaires, suivi de leur arrivé à l'endroit où ils étaient gardés en détention, ils faisaient l'objet d'une surveillance rigoureuse, dont était dotée le dispositif de sécurité pour prévenir toute tentative d'évasion ou d'effort de sauvetage. C'est pourquoi, dit-on, les *400 Mawozo* avaient mis en place un système de surveillance de « *plusieurs couches* », composé de « *limiers anonymes* » placés à des intervalles réguliers quadrillant quasiment toute la commune de Croix des Bouquets. Sachant que les otages représentaient un trésor de grande valeur, les malfrats prenaient des dispositions pour contrer un éventuel déploiement de force par les Américains. Voilà pourquoi toutes les personnes jugées inconnues dans le milieu étaient susceptibles d'être assimilées à des « *envahisseurs* ».

Les 400 Mawozo regardaient de l'autre côté

Si les Américains prétendent n'avoir jamais la tradition de négocier avec les kidnappeurs — qu'ils considèrent comme des terroristes —, rien ne dit que les gens de *Christian Aid Ministries* étaient restés indifférents aux exigences de USD 17 millions $ que les ravisseurs avaient faites. Car tout semble indiquer que *400 Mawozo* s'étaient mis d'accord avec ceux qui cherchaient à libérer les missionnaires. Des gens proches des groupes armés ont affirmé qu'ils regardaient de l'autre côté tandis que les missionnaires se dépêchaient de «*quitter*» leur prison.

Quand bien même les gangs armés n'auraient pas touché les USD 17 millions $ qu'ils avaient demandés, au départ, il semble que le versement d'un montant qu'ils estimaient suffisant les ait décrispés, au point de les faire assouplir la surveillance sur les otages. Cela explique le fait que, comme par enchantement, la porte de leur « *prison* », antérieurement verrouillée à « *triple tour*», était devenue franchissable.

On peut dire que les missionnaires ont réalisé une prouesse inédite dans les annales du kidnapping, tel que pratiqué par les gangs armés haïtiens. Car, jamais, auparavant les otages n'avaient pas à se sauver d'entre leurs mains. De toute évidence, les « *soldats* » des 400 Mawozo, qui montent la garde, jour et nuit, sur leurs otages, avaient reçu l'ordre de « *baisser la garde* ». Surtout que les ravisseurs ne se soucient pas d'être qualifiés de «*con*» d'avoir laissé s'échapper les missionnaires, qui représentaient la « *garantie du magot* ».

Éviter les risques d'un affrontement

Dans l'esprit des *400 Mawozo,*

Suite en page 15

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 10

ÉDITORIAL

Catastrophe au Cap-Haïtien : Le temps d'ouvrir les yeux

Pays manifestement à la dérive, les malheurs ne cesseront pas de frapper Haïti, tant que les autorités n'assument la responsabilité de leur bonne gestion. D'un désastre à l'autre, le sinistre qui s'est déclaré au Cap-Haïtien, dans la nuit du 13 au 14 décembre, constitue le dernier avertissement pour que les personnes aux commandes du pays changent leur fusil d'épaule et créent les conditions essentielles au sauvetage de la nation. Seul moyen d'éloigner du peuple la catastrophe apocalyptique qui le guette avec PHTK, *Tèt Kale*, et les jovenelistes au pouvoir.

En raison de la nonchalance, qui caractérise le pouvoir, en Haïti, le vrai bilan de l'incendie du camion-citerne qui transportait du carburant, à une heure indue de la nuit, dans le quartier de Samarie, au sud de la ville, immédiatement après le pont Lafossette, quartier populaire de la Cité capoise, n'est pas encore établi, s'il le sera jamais ! Pour l'instant, en termes de vies humaines, 75 personnes sont décédées, en sus de plus d'une vingtaine de blessés, dont certaines, si graves, qu'elles pourraient succomber à leurs blessures. Par ailleurs, le nombre des blessés, qui n'est pas précisé, sont transportés, à part à l'Hôpital universitaire Justinien de Cap-Haïtien, à Mirebalais, à Hinche, ainsi qu'à l'Hôpital Médecins sans frontières, à Port-au-Prince. Les dégâts matériels se chiffrent à au moins 40 maisons incendiées, sans mentionner le mobilier et d'autres biens détruits par le sinistre. Il semble que les autorités aient délibérément décidé de ne pas mettre une valeur monétaire sur les pertes matérielles subies, histoire de ne pas s'entendre mettre en demeure d'offrir des dommages aux victimes.

On peut dire, à juste titre, que ce dernier incendie représente la plus grande catastrophe, suite au tremblement de terre dévastateur ayant frappé le Grand Sud (trois départements du pays, Sud, Grand'Anse et Nippes), le 14 août, mais aussi la première calamité évitable qui s'est abattue sur le pays. De nombreuses voix autorisées se sont élevées pour dénoncer l'irresponsabilité des dirigeants, dont la politique a favorisé l'éclatement de cet incendie, un malheur franchement prévisible.

En effet, ici, à *Haïti-Observateur*, l'alarme d'une « *catastrophe annoncée* » a été lancée, suite à d'autres incendies suscités par des accidents nés de la gestion illégale du stockage de carburants. Si des accidents moins graves ont éclaté, dans divers coins du pays, liés à la manipulation illégale et négligente de produits pétroliers, d'autres, plus sérieux, interpellaient déjà la responsabilité des décideurs du pays. Suite à ces derniers, qui devaient porter le régime en place à prendre des mesures ponctuelles qui s'imposaient, on s'imaginait qu'un minimum de bon sens aurait inspiré leurs décisions en la matière. Mais il semble que nos leaders aient fait la sourde oreille à tous les avertissements qui ont été dirigés à leur endroit.

Certes, il y a moins de deux mois, un premier incendie s'était déclaré, à une station-service, à la ville du Cap. Si des décès n'ont pas été enregistrés alors, des dégâts matériels substantiels ont été, en revanche, constatés. Bien qu'aucune enquête n'ait été diligentée, afin d'établir les causes de cet accident, nul ne peut écarter la possibilité d'actes de négligence illégaux. Préalablement à cet incendie, un autre, plus grave, avait éclaté à Petit-Goâve, ville située au sud de Port-au-Prince, qui avait entraîné la mort de deux personnes et la destruction d'au moins deux maisons. Cet accident était dû au stockage de carburant dans une maison privée, définitivement inappropriée à l'entreposage et à la distribution de telle substance.

Quoique puissent dire et faire le Premier ministre de facto Ariel Henry et son équipe gouvernementale, dans la foulée de cette calamité *capoise*, rien ne peut calmer la peine des parents éplorés et compenser les pertes subies par eux, en sus de justice pour les victimes. Certes, la primature a décrété trois jours de deuil. Et puis quoi ! Il y a fort à parier qu'en termes de compensations matérielles, une pitance sera offerte aux familles des victimes. Si d'aventure elles font l'objet d'un décaissement ultérieur, rien n'autorise à croire que celui-ci sera au rendez-vous, l'échéance arrivée. Car le régime PHTKiste, avec tous les acteurs qui se sont succédés, passe pour maître dans l'art de « *pale met la* » (*«des paroles en l'air* »). Jovenel Moïse et Michel Martelly, avant lui, se définissaient ainsi. Ariel Henry, à son tour, ne se comporte pas différemment.

Sûrement, dans le cadre de la gestion de la crise de carburant, le Premier ministre de facto n'a jamais tenu parole. Tout d'abord, rappelons que la rareté de produits pétroliers est due à l'administration calamiteuse de la politique d'importation de ce produit, qui n'est jamais effectuée de manière ponctuelle, déclenchant des raretés dans l'importation de carburant. À l'occasion de cette dernière rareté, les gangs armés ont rendu la crise encore plus aiguë, perturbant l'accès des transporteurs aux centres d'approvisionnement, en vue de la distribution normale de produits pétroliers aux stations-service.

Face à cette rareté musclée entraînée par ces conditions, les consommateurs se sont retrouvés aux prises avec le marché noir. Impossible de s'approvisionner aux pompes, car à sec depuis des semaines, nombre d'automobilistes se résignaient à acheter l'essence auprès des distributeurs clandestins, augmentant les risques d'incendie. Aussi, par le truchement du ministère du Commerce et de l'Industrie, les dirigeants ont-ils annoncé le protocole de lutte contre le marché noir de carburant et la distribution escamotée de ces produits. De surcroit, le commissaire du gouvernement avait annoncé l'arrestation de personnes prises en flagrant délit de vente non autorisée de produits pétroliers.

Toutefois, à part quelques menus fretins appréhendés, en tant que violateurs des dispositions anti-vente clandestine de carburant, ce commerce illicite continuait sans désemparer. À la capitale, comme en province, les trafiquants d'essence, armés de bidons jaunes ou d'autres récipients du même genre, se voient faire la chasse par les autorités. En revanche, des camions-citerne effectuaient des livraisons à des destinations autres qu'à des pompes à essence, ou à des sites mal équipés pour recevoir ce genre de produits.

Par exemple, en ce qui concerne le camion-citerne, qui s'était accidenté au Cap-Haïtien, ayant déclenché la catastrophe du 13 au 14 décembre, les autorités se taisent par rapport à la destination de la marchandise. Ni sur l'identité de l'individu qui était au volant du véhicule. Il faut se demander si ce trajet n'était pas en lien avec la vente clandestine de produits pétroliers. Car, selon toute vraisemblance, le marché noir du carburant est prospère en Haïti parce que ses animateurs ont des accointances avec les hommes du pouvoir. Ou bien ces derniers sont leurs partenaires dans ces transactions illégales.

Mais, nous ne pouvons pas nous empêcher de relever cette attitude des administrations PHTKistes roulant le peuple haïtien dans la farine de manière récurrente. En foulant aux pieds la loi et la Constitution du pays, ces dirigeants, dans leurs moindres décisions, gèrent les affaires de la République dans le sens de leurs intérêts personnels. Au point de s'approprier exclusivement les ressources de l'État et de transformer les institutions du pays en vache laitière, tant à leur profit, qu'à celui de leurs alliés politique, en sus des gangs armés avec qui ils partagent le pouvoir.

À ce point de la situation d'Haïti, c'est le temps pour la gent au pouvoir d'ouvrir les yeux — si elle en est encore capable —, afin d'éviter la route parsemée de calamités dans laquelle elle s'est engagée, et de mettre sur pied de nouvelles politiques pour créer les conditions optimales à la refondation de la nation. Tels sont les moyens de lancer définitivement le pays sur la voie du développement durable.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haiti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haiti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valmon
13 K Avenue Fréchette, Bt Rt Apt. 11
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 11

EDITORIAL

Disaster in Cap-Haitian: Time to open our eyes

A country clearly adrift, misfortunes will not cease to strike Haiti until the authorities assume responsibility for a sound management of public affairs. On top of all the disasters striking the country, the one that broke out in Cap-Haitian, during the night on December 13 to 14, must be considered as the last warning for those in charge of the country to change their mindset and create essential conditions to save the nation. This is the only way to protect the people from the apocalyptic catastrophe that awaits them with the PHTK, *Bald-Headed*, political team and the Jovenelists in power.

Considering the nonchalance that characterizes the Haitian Government, there's no way knowing the real toll of the voracious fire ignited by the explosion of the tanker- truck which was transporting fuel, at an ungodly hour of the night, in the neighborhood of Samarie, south of the city, immediately after the Lafossette bridge. The extent of the damage at the sprawling popular neighborhood of Cap-Haitian has yet to be established, if ever it will. In terms of human lives, up to now, 75 people are reportedly dead, in addition to more than 20 injured, some so gravely that they may not survive. The number of injured is not really known, some having been transported to various hospitals, including Justinien University Hospital in Cap-Haitian, to the one in Mirebalais in the Plateau Central (Haiti's Highlands), as well as to the that of Doctors Without Borders in Port-au-Prince. As far as material damage, at least 40 houses are burned, not to mention furniture and other property destroyed in the disaster. Deliberately, the authorities have not put a monetary value on the losses suffered, no doubt to avoid claims for damages by the victims or their families.

We can affirm that this last fire represents the biggest disaster, after the devastating August 14 earthquake that hit the Greater South, affecting three departments, or mini states of the country— the South, the Grand'Anse and Nippes regions. What's more

cruel, unlike the natural calamities, this one was avoidable. Many authorized voices have been raised to denounce the irresponsibility of the leaders, whose policies favored the outbreak of this fire, a misfortune that was predictable.

Indeed, here at the *Haiti-Observateur*, we sounded the alarm of a "possible catastrophe," in the wake of other accidental fires caused by the illegal management of fuel stocking. While less serious accidents occurred in various parts of the country, related to the illegal and negligent handling of petroleum products, more serious ones had also presented a challenge to the irresponsible Haitian decision makers. There were several incidents which should have compelled the ruling regime to take punctual measures to avoid the worst. Just common sense should have inspired them to do something sooner. However, it's obvious that the leaders ignored all the warnings.

For example, less than two months earlier, a fire had broken out at a gas station in Cap-Haitian. Though no deaths were recorded, substantial material damage was noted. No investigation was carried out to establish the cause of that accident, but the possibility of illegal negligence cannot be ruled out. Prior to that fire, a more serious one had broken out in Petit-Goâve, a town southwest of Port-au-Prince, which resulted in two deaths and the destruction of at least two houses. The accident was due to the storage of fuel at a private residence, definitely inappropriate for storing and distributing such a substance.

Whatever de facto Prime Minister Ariel Henry and his government team may say and do in the wake of the Cap-Haitian calamity, there's no calming the grieving parents, nor anyway compensating for the losses suffered, in addition to render justice to the victims. Of course, the Prime Minister's office had decreed three days of mourning, But what else in terms of material compensation? Possibly a pittance will be offered to the families of the victims, asking them to be patient, for something additional. If by chance they are the subject of a later disbursement, there is no reason to believe that this will be forthcoming once the deadline arrives. For the ruling PHTK regime, with all the actors who have succeeded each other, is masterful at the art of *"pale met la"* ("words in the air"). Jovenel Moïse and Michel Martelly, before him, defined themselves that way. Ariel Henry, in turn, doesn't behave differently.

Surely, as far as managing the fuel crisis is concerned, the de facto Prime Minister has never kept his word. Think first about the scarcity of petroleum products which is due to the calamitous administration of the import policy regarding such products. Due to non-payment of arrears, fuel is never delivered punctually, triggering rarities all the time. As to the latest scarcity, it became a seriously acute crisis, when armed gangs disrupted access to supply centers by transporters, thus depriving service stations of fuel.

Faced with the severe scarcity caused by these conditions, consumers have been forced to turn to the black market. Unable to get supplies at the pumps, completely dry for weeks, many motorists resigned themselves to buying gasoline from clandestine distributors, increasing the risk of fire. Meanwhile, through the Ministry of Commerce and Industry, the leadership announced measures to counter fuel sale on the black market. The government commissioner announced that those unauthorized to sell fuel caught in the act will be arrested.

However, apart from a few petty criminals who were apprehended for violating the order and for smuggling, the illegal trade continued unabated. In the capital, as well as in the provinces, gasoline traffickers, their yellow cans or other similar containers visible, are being chased by the authorities. On the other hand, some tanker-trucks were making deliveries to destinations other than gasoline pumps, to sites ill-equipped to receive such products.

For example, regarding the tanker-truck that crashed in Cap-Haitian, triggering the December 13-14 disaster, the authorities are silent about the destination of the goods. Nor is there anything said about the identity of the individual who was driving the vehicle. One wonders if this truckload was not related to the clandestine sale of petroleum products. In all likelihood, the black market of fuel is thriving in Haiti because some of the traffickers have connection to those in power, even partnering with the higher-ups in these illegal transactions.

There's no way overlooking this attitude of the PHTK, *Bald Headed*, administrations, which repeatedly fool the Haitian people. They trample on the laws of the land and the Constitution in most of their decisions, managing the affairs of the Republic in their own interests. Glaringly, they appropriate the resources of the State, transforming the country's institutions into a milking cow for themselves and their political allies, including the armed gangs with whom they share power.

This is how Haiti has reached the dire situation in which it finds itself. It is high time for those in power to open their eyes - if they're still capable of doing so- to refrain from causing the calamities that can be avoided. Rather, they should put in place new policies to create the conditions for the rebirth of the nation. These are the means by which to launch the country definitively on the path of sustainable development!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haïti CR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valentin
13 K Avenue Feldheche, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ere classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat français

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 12

Suite de la page 16

forcer sa défense.

Il a été décidé également que la liste définitive des joueurs retenus pour disputer la Ligue des Champions sera officielle avant le 1er janvier 2022, la deuxième dose du vaccin contre la Covid-19 sera administrée aux joueurs concernés avant le 20 janvier. Selon, Varnel Durandisse, qui semble être l'un des coordonnateurs du Cavaly, tout sera fait pour permettre au Cavaly de représenter dignement le football haïtien.

Depuis le tirage des 8es de finale de la Ligue des Champions de la Concacaf, la ville de Léogâne est en ébullition. L'adversaire du Cavaly, le New England Revolution, est pour quelques chose, parce que, pour l'affronter dans son fief, au match retour, le Cavaly aura forcément besoin de visas américains pour ses joueurs. Des voix s'élèvent déjà pour que les joueurs sacrés champions avec le Cheval rouge, en mai dernier, en République voisine soient, sur la liste finale pour les 8es de finale, par ricochet, pour qu'ils se rendent à l'ambassade américaine en vue de l'obtention de visas américains. D'autres voix beaucoup plus intéressées par le niveau de compétitivité de l'équipe croient nécessaire que celle-ci se renforce afin d'être à la hauteur de la compétition, la question de faire bénéficier à un tiers de visas américains est secondaire et non conforme aux objectifs du Cavaly. Toutefois, les gens sont divisés, mais les dirigeants, vraisemblablement, ont décidé de faire du Cavaly, pour cette compétition, une équipe attractive et compétitive. Les premières décisions peuvent déjà en témoigner.

Tout compte fait, c'est un Cavaly de Léogâne qui n'a pas joué de compétition depuis l'arrêt forcé du Championnat national, depuis le mois de juin 2022. Même si les joueurs ont repris le chemin de l'entraînement, depuis quelques temps, l'on est en droit de se demander si l'équipe parviendra à retrouver ses marques avant le match aller prévu pour le 15 février 2022. Le Cheval rouge pour l'instant n'est même pas en mesure de confirmer s'il recevra son match en Haïti, ou ailleurs. L'insécurité qui gangrène le pays, depuis un certain temps, laisse planer le doute. Le Cavaly dans l'intervalle se prépare activement pour être au top avant la compétition. Les dirigeants, dans la foulée, lancent un appel à l'aide pouvant leur permettre de répondre aux exigences financières, afin d'assurer une bonne participation de l'équipe dans la Ligue des Champions de la Concacaf.

R.S.

LE FOOTBALL HAÏTIEN DANS LA TOURMENTE

Célébration des 50 ans de football féminin sans football féminin

Suite de la page 16

punitive éventuelle, mais l'essentiel c'était de détruire le football féminin, malgré des débats collatéraux inestimables.

Au fil des mois, que ce film macabre se déroule, on mesure le cynisme de ces criminels qui «*pour masquer leur crime* » ont fait une cérémonie du 50e quasi «*ankachèt* », voire dans la clandestinité. C'était douloureux pour ceux qui, depuis 50, 40, 30, 20 années ont dédié leur modeste ressource au football, de voir tant de « *roulibè* » souiller une si merveilleuse page de l'histoire de notre pays.

La photo de la petite poignée d'invités sur les marches d'entrée de l'église Sainte Thérèse, où seulement cinq des personnes n'étaient pas des opposants ou des combattants farouches du football féminin, comme pour confirmer le vieil adage qui dit que l. « *assassin revient toujours sur les lieux du crime* ».

On ne saurait mieux espérer de ces « *roulibè* » quand on sait que, depuis presque deux ans, pour mieux masquer leur crime, ils ont écarté de Camp Nous celles qu'ils ont voulu faire passer pour les victimes en les forçant à s'exiler aux États-Unis, révoquer les coaches, autres vrais témoins potentiels qu'ils ont évoqués et forcés aussi à l'exil, également révoqués les jeunes employés et cadres de la commission de communication et des compétitions féminines.

Aussi contraintes à aller en terre et étrangère, bref donc écartée du pays ceux qui n'ont pas voulu collaborer aux crimes, comme l'ont fait l'ex-directeur DTN et le secrétaire exécutif, eux qui ont viré leur veste pour corroborer, aux aussi, nan «*kanpe lwen*», et ainsi oubliés à l'heure des punitions.

Une messe de jubilé de 50 ans sans la présence même d'un président de club de football féminin, sans même la capitaine d'un club féminin. Il est vrai que depuis presque deux années, sans réunion de commission, sans congrès ordinaire, sans aucun rapport d'activités et de budget, ou bilan financier, ayant même changé d'adresse, sans informer les clubs ou la communauté, ayant arrêté le beau programme de développement du football des jeunes à travers des académies (une cinquantaine qui devait atteindre le nombre de 140 à la longue) installées dans plusieurs villes de province et devant travailler à une formation d'élite en football des garçons et filles de 7 ans a 11 ans. Ce qui allait constituer une vraie révolution, Haïti ayant l'ambition et développant une stratégie originale pour que, d'ici quel ques années, notre pays de vienne, comme ceux d'Afrique, un grand exportateur de stars de football, lutter ainsi contre la misère et le sous-développement, en sus de permettre à des jeunes de s'épanouir comme de vrais citoyens.

J.B.

Lettre ouverte au Premier ministre d'Haïti

Port-au-Prince, le lundi 20 décembre 2021
Son Excellence
Monsieur le Premier ministre
Dr. Ariel HENRY
Primature
République d'Haïti

Re : LE FOOTBALL HAITIEN SE MEURT ! ! !

Monsieur le Premier ministre,
Une situation grave, de dénuement et d'extrême précarité financière, frappe depuis deux ans des milliers de joueurs, de formateurs et d'entraineurs de football à travers le pays. Cette situation nous interpelle, nous, dirigeants de clubs de foot, affiliés à la Fédération Haïtienne de Football - FHF. Elle nous porte à nous questionner sur l'avenir et la gouvernance de notre sport-roi et, refusant de sombrer dans un immobilisme tueur d'espoirs pour nos jeunes, nous prenons la liberté de porter notre situation devant, vous, Monsieur le Premier ministre, pour que vous nous aidiez à y trouver solution.
Point n'est besoin de vous citer les vertus d'une bonne pratique sportive, et plus particulièrement, les vertus associées à la pratique de notre sport-roi, le football. Nous vous dirons simplement que notre football est un vecteur d'unité et d'intégration sociale, aide à combattre la délinquance et l'exclusion sous toutes ses formes, et est un booster pour l'économie locale.

Mais la pratique et les compétitions locales de football ont été mises à rude épreuve, ces deux dernières années, non seulement par la pandémie de la Covid-19 et les remous socio-politiques qui sévissent depuis 2019, mais aussi par les atermoiements, le manque de transparence dans la gouvernance de la FHF et l'arrêt soudain, sine die et sans accompagnement, de la série aller de la saison 2021. Après une saison 2020 en demie teinte, nous nous retrouvons aujourd'hui, sans directives, sans direction, sans encadrement et sans support de la FHF.

En portant devant vous la situation extrêmement difficile que vivent notre football et tous les acteurs qui y sont associés, nous vous dirigeons vers une piste de solution. ***Pourquoi ne pas revenir à l'accord signé, en février 2016, entre l'Etat haïtien et la FHF ?*** Cet accord avait été paraphé par les Ministères des Finances, des Affaires sociales, de la Jeunesse et des Sports, de l'Education nationale et de la Santé publique et de la Population. ***Il prévoyait et garantissait le versement d'une allocation annuelle de 100 millions de gourdes au football.*** La moitié irait aux clubs de football, à titre de subvention pour financer le paiement des joueurs de football, et l'autre moitié, à des programmes de développement, incluant le financement des académies régionales (FHF/FIFA/Etat haïtien) et de l'école classique de l'Académie d'élites Camp Nous. En revenant à cet accord, l'État haïtien tiendrait sa promesse envers la communauté du foot haïtien et la société haïtienne dans son ensemble. L'État enverrait un bon signal au secteur privé des affaires pour une plus grande implication de ce dernier dans la vie de notre jeunesse.
Notre cri est un cri du cœur, un appel au nom de ces milliers de jeunes qui vivent des moments extrêmement précaires. Nous sommes certains que vous l'entendrez et agirez en conséquence. Nous nous tenons à votre entière disposition pour les suites que vous voudrez bien donner à cette correspondance-requête (**Serge D. GASPARD, Président de la Cellule de réflexion des Clubs de D2 : 4465-6565 / 4313-5656**) vous remercions et vous prions de recevoir, Monsieur le Premier ministre, nos plus vives salutations.

CLUBS DE D1 MASCULINE

Yvens Augustin,
Secrétaire général
Racing FC des Gonaïbes

Jean Léonard Tout-Puissant
Président, Arcahaie FC

Yves Augustin
Secrétaire général
Racing FC des Gonaïves

Eveno Destin, président
Cosmopolite Sc

Jean Yves Barnard, ing,
Président,
America FC, Cayes

André Franel Étienne,
Président,
Juventus des Cayes

Wisnerdd Xavier,
Président,
Association sportive capoise

Me Junior Louis
Secrétaire général,
Trimophe AC

Frantz Bruny
Délégué
AS Mirebalais

Péguy Noël
Président
USR

Manes JEAN MARY
Secrétaire général
Baltimore sportif Club
Nola Marius, président,Tempête FC

CLUBS DE D2 MASCULINE

Serge D. Gaspard

Jean Claude Nexil
Président
FC Delmas

Hodson B.R. Anderson
Jacques, secrétaire général
U. Papaye/Nord 2

Frandy Constant
Secrétaire général

Suite en page 13

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 13

Lettre ouverte au Premier ministre d'Haïti

Suite de la page 12

Limbé FC (Nord)

Hénock Saint-Germain
Président
Inter de Grand-Goâve D2
Georgy Bourdeau

Josué Baptiste
Président
JSF de Fort-Liberté

François Charles
Président
Accolade de Fond des Nègres

Lesly Dimanche
Président, FC Petite
Rivière de Nippes

Wilson Benoît
Secrétaire général
AS Dessalines

Jérôme Jessiffrard
Président
ASSMA

Belony Olibris
Secrétaire général
Vision de Hinche

Jean Manasse Elien
Secrétaire général adjoint
Club sportif de Saint-Louis

Wilson Lindor, Président
Surf PALOMA FC

Rener Derisson, Président
Accolade FC de Gros-Morne

Frantz Sajous, Président
Éclair AC des Gonaïves

Gary Casimir, Président
Depoze FC

Diony Noël, Vice-Président
AS Aquin

René Jude Bernard
Ouragan FC de Camp-Perrin

Dr Socrate Chérilus
Jérémie FC

Thony Dolné
Secrétaire général
Racine FC de Gros-Morne
Jonas Fleuridor, Président
AS Trou-du-Nord

Exumé Noé
Secrétaire général
US Pont-Sondé

Beauvoir Étienne, Président
Aigle Noir AC

Pierre Adler Fleury
Resp. des Relations publiques
Olympic SC de Cabaret

Peter Michel
Vice-Président
Arcadins FC

Bilandy Pierre-Toussaint
Président
Lascahobas FC

Lolo Getson, Président
Éclair FC

Johnny Miller Verneret
Vice-Président
AS Jeunes de Tabarre

L. Jean Prague
Secrétaire général
Solution FC

Ephraïm Lucien, Président
EPJA FC

Miguel Estimable
Secrétaire général
AS Borel

Délice Jean Édrice
Président
Victoria FC Academy

Jean René Calixte
Secrétaire général
AS Petit Goâve

Jean L. Dagène, Président
Roulado FC SM

Alabré PélègE
Trésorier et Délégué
USCA

Michel Peterson, Délégué
ASSE

Anthony Francœur
Président
Anse-à-Foleur FC

Junior Blanc
Administrateur/Délégué
Lionceaux FC de Pernier

Fénélus Marckenson
Président
US Limonade

Jean Yves Adolphe Damour
Président,
Anacaona FC

Ronald Matador
Président, Valentina FC

Kensia Marseille
Responsable
Aigle Brillant

Marckens Armony
Cordonnateur general
AS Tiresses

Wilsonn Lindor
Président
Surf PALOMA FC

Brunel Gaspard
Entraineur / Fondateur
Venus FC des Gonaïves

Kreyòl

Soti nan paj 6

stis, se nou ki gen reponsablite pou nou fè sa ki byen, sa k drèt, pou bagay yo byen mache nan youn sistèm ke mounn deja pa respekte, paske ***kòripsyon*** *anvayi l. Èske nou konsyan de sitiyasyon an ? »*

N ap kanpe la, men m ap fè n remake se pa ni ayè, ni avanyè, sitiyasyon Ayiti a t ap degrengole pou l rive kote l ye kounnye a. Epi tout gwo otorite entènasyonal ki t ap bay ofisyèl Ayisyen yo jarèt pou yo kontinye nan kenbe peyi a tèt anba pa ka di yo pa t okouran, sitou lè te gen avètisman tankou sa Evèk Katolik yo te met deyò pou Nwèl 2018 la, nan dat 11 desanm. Epi san fè lwanj pou tèt nou, se chak semèn jounal sa a te mete — ap mete — koze yo deyò. Men se lè jounal *New York Times* ak *Washington Post* parèt ak gwo atik semèn pase a ke w tande youn bann pale anpil sou trafikan dwòg yo ki fè dap piyan sou pouvwa ann Ayiti depi byen lontan. N oblije bat bravo pou "Bandi Legal" la ak « Nèg Bannann » nan », ki te asosye ak gwo zotobre aletranje. Men jan yo di pawòl la, tout lapriyè gen ensitwatil, Amèn!

Antouka, jan yo di an franse *« il n'est jamais trop tard pour bien faire »* (li pa janm twò ta pou w vin fè sa k byen). Nan jedi semèn pase a, 16 desanm, nou tande prezidan ameriken an, Joseph « Joe » Biden, te gen gwo konferans *virtuelle* li a ki te rele « *Democracy Summit* » (Konferans enpòtan sou demokrasi). Epi sekretè Trezò amerikan an, ki anchaj finans nasyon an, Janet Yellen, te pran la pawòl pou l di :

« *Fòk Depatman Trezò ameriken an kòmanse batay kont* ***kòripsyon.*** *Se poutèt sa nou monte* ***Fon Kleiptokrasi*** *a* (pou regle ak bann dwèt long yo). *Ak lajan nan fon sa a nou pral rekonpanse mounn ki ban nou bonjan ti poul pou fè n konnen kote otorite etranje yo sere kòb yo nan bank bò isit* » e lòt kote tou. « *Fòk nou konbat* ***kòripsyon l****akay nou e aletranje tou* ». Se sa sekretè Trezò a di.

Kòm yo di an bonjan kreyòl, « *Gen vant k ap bouy i!* » Yo ka menm fè l sou yo. Paske sa w plante se sa w rekòlte. Mezanmi, sanble pèp Ayisyen an sou wout resevwa gwo kado pa l, menm si se pa pou Nwèl la, osnon pou Premye Janvye. Men « *l'espoir fait vivre* ». Nou ka tann youn ti tan toujou. M ale !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
22 desanm 2021

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 14

A Marshall Plan for Haiti

Suite de la page 4

Haitian workers were trucked to the Dominican Republic to turn that nation into the sugar capital of the world. Haitian laborers were also brought to Cuba, then a close U.S. ally, to help that country's sugar cane industry. Today, Dominican Republic has a booming economy, with Haiti its second economic partner after the U.S. Dominicans export about $2 billion annually in agricultural and manufactured products to Haiti, while Haiti's exports to its neighbor amount to $100 million. Cuba, protected by the Communist bloc since Castro's revolution of 1959, now sends "medical missionaries" to various countries in Africa and elsewhere, such as Haiti, and recently to Italy, when that European country was among the first in that continent to be visited by the COVID-19 pandemic.

The world had a chance to help Haiti after the 2010 earthquake that caused more than 200,000 deaths and 1.5 million homeless. Nations around the world came to the rescue, with the United Nations getting donations from about 130 countries. From the reported $13.5 billion collected for Haiti, three fourths are said to be by the UN and one fourth by charities, the famous Non-Governmental Organizations, known as NGOs, which gave Haiti the name of "NGO capital of the world." Former President Clinton, as UN Envoy to Haiti during the earthquake, co-chaired the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC) with then Haitian Prime Minister Jean-Max Bellerive. Whatever happened with the $3 billion initially approved for the IHRC, as was reported? There's little to show in Haiti for those billions.

In that vein, Haitian officials should also account for the $4.2 billion of the Petro Caribe Fund, earlier mentioned. The presidents and prime ministers in office during that period who are still alive should give an accounting of what happened with these funds.

I contend that a Marshall Plan for Haiti can begin with all the funds for Haiti that are unaccounted for. Some of it is in offshore banks, and sleuths from the U.S. government can't say they don't know where some of the loot is. Those funds should suffice as seed money for a project that should be spearheaded by the United States and those countries called "friends of Haiti," working with a an interim Haitian government which, breaking with the past, would make honesty and transparency the hallmarks of an administration determined to make Haiti the jewel it should have been all along. A Haiti at work will keep Haitians at home, in a country of law and order, having rid itself of gangs and ready to welcome back its able sons and daughters spread all over the world.

CRÉATION D'UNE PLATEFORME + UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Le Sommet d'unité haïtienne à Nouvelle Orléans, Louisiane

Suite de la page 1

délai.

Cette rencontre, organisée par un consortium d'entités politiques œuvrant ensemble pour offrir des propositions concrètes visant à résoudre la crise politique quasiment permanente. Depuis plusieurs mois, les discussions allaient bon grain entre plusieurs organisations engagées à travailler ensemble vers un objectif commun : l'organisation d'élections libres, démocratiques et sincères, dans le meilleur délai. L'événement annoncé est le résultat de réflexions des groupes suivants : le «2021 Diaspora Interest Group », une entité ad hoc, qui regroupe : le «Haitian Medical Association » (AMHE); le « Haitian Diaspora Federation » (HFD); et le « Haitian Diaspora Political Action Group » (HDPAC). À celles-ci s'ajoutent : «Projet2Morrow » (P2M); «Mouvement Patriotique des Haïtiens Conscients» (MPHC), en collaboration avec GIPHADREC Haïti.

Ces groupes ont le grand plaisir d'inviter les patriotes haïtiens au Sommet d'unité haïtienne, qui se déroulera à Nouvelle Orléans, Louisiane, du jeudi 13 au mercredi 19 janvier 2022, au Southern University Law Center, Nelson Mandela Center for Public Policy, à Baton Rouge, Louisiane.

Dans le communiqué de presse diffusé, à cet effet, sont exposés les objectifs des discussions prévues. Il s'agit de « *Développer une plateforme devant servir de base de discussion des différentes factions politiques et la société civile haïtienne, afin que puisse être négociée une solution à la crise politique et élaborer les travaux préparatoires à la création d'un gouvernement intérimaire de consensus pour organiser des élections libres et sincères aussi tôt que possible* ».

À cette réunion sont invités : les signataires de l'Accord de Montana, ceux de celui dit d'Ariel Henry, les signataires des protocoles appelés Cosco Accord, Akò Lari et PEN Accord.

Des personnages influents sont également invités, notamment des membres de la société civile haïtienne et de la diaspora haïtienne issus de différents pays d'adoption. Le Sommet d'unité haïtienne offre aux uns et aux autres la meilleure occasion d'harmoniser les nombreuses propositions individuelles ou d'équipe. Les participants auront l'avantage d'échanger des idées dans une atmosphère sécurisée, à l'abri des contradictions pernicieuses et où le dialogue franc et sincère est la norme.

Le Sommet d'unité haïtienne, une initiative largement supportée par la communauté internationale, dont certains de ses représentants s'engagent à y participer personnellement. C'est le cas de l'ambassadeur Linda Thomas-Greenfield, représentante permanente des États-Unis, auprès des Nations Unies. Sa présence est confirmée en tant qu'intervenante principale. D'autres officiels américains, y compris des membres du Congrès américain, feront partie de l'assemblée. Gregory Meeks, le président du Comité des Relations étrangères de la Chambre basse américaine, figure parmi les invités.

D'autres personnalités de marque rehaussera l'importance de cette réunion. C'est le cas du lieutenant général retraité Russell L. Honoré, un militaire hautement décoré, qui sert de facilitateur à cette initiative.

Dans les milieux diplomatiques, des voix s'élèvent en appui à une solution haïtienne à la présente crise, dans laquelle se débat le pays. Des diplomates en poste en Haïti croient qu'il est opportun de faire écho de cette tendance, qui doit s'exposer dans les maintes interactions entre Haïtiens et diplomates étrangers en poste dans le pays. Cela renvoie à la déclaration faite à la Commission des Affaires étrangères du Sénat par Brian Nichols, parlant des pourparlers inter-haïtiens : « *Il faut qu'il y ait un accord des accords* ».

Pour sa part, l'ambassadeur Kenneth Merten, le chargé d'Affaires des États-Unis en Haïti, s'est prononcé dans le même sens que M. Nichols. Parlant lors d'une intervention à une station de radio, à la capitale haïtienne, il a souligné : « *Un accord des accords est essentiel*».

D'aucuns croient à la pleine réussite du Sommet d'unité haïtienne, particulièrement en raison de l'appui dont il bénéficie auprès de la communauté internationale voulant encourager le dialogue entre Haïtiens.

LES 12 DERNIERS MISSIONNAIRES AMÉRICAINS CAPTIFS LIBÉRÉS

Christian Aid Ministries : Les otages ont trompé la vigilance des 400 Mawozo

Suite de la page 8

la direction du Morne à Cabris, vers le nord, où, à l'aube, ils se sont arrêtés, trouvant une personne qui les ont mis en condition d'avoir accès à un téléphone pour appeler les autorités au secours. Le témoignage du directeur de *Christian Aid Ministries* a précisé qu'au cours de cette même journée, les anciens captifs se trouvaient à bord d'un avion qui les a transportés sur le sol américain.

La version des faits contredits par des anonymes

Les événements entourant l'évacuation des derniers douze missionnaires, de leur lieu de détention jusqu'au territoire américain, ne fait pas l'unanimité. Des personnes non identifiées, mais connaissant bien les tournants et aboutissants de la détention de ces étrangers, ainsi que des méandres des négociations menées autour de ce cas, donnent une version bien différente des faits présentés sous une allure mystérieuse.

Ces dernières font remarquer que, dès le premier jour de l'enlèvement des missionnaires, suivi de leur arrivé à l'endroit où ils étaient gardés en détention, ils faisaient l'objet d'une surveillance rigoureuse, dont était dotée le dispositif de sécurité pour prévenir toute tentative d'évasion ou d'effort de sauvetage. C'est pourquoi, dit-on, les *400 Mawozo* avaient mis en place un système de surveillance de « *plusieurs couches* », composé de « *limiers anonymes* » placés à des intervalles réguliers quadrillant quasiment toute la commune de Croix des Bouquets. Sachant que les otages représentaient un trésor de grande valeur, les malfrats prenaient des dispositions pour contrer un éventuel déploiement de force par les Américains. Voilà pourquoi toutes les personnes jugées inconnues dans le milieu étaient susceptibles d'être assimilées à des « *envahisseurs* ».

Les 400 Mawozo regardaient de l'autre côté

Si les Américains prétendent n'avoir jamais la tradition de négocier avec les kidnappeurs — qu'ils considèrent comme des terroristes —, rien ne dit que les gens de *Christian Aid Ministries* étaient restés indifférents aux exigences de USD 17 millions $ que les ravisseurs avaient faites. Car tout semble indiquer que *400 Mawozo* s'étaient mis d'accord avec ceux qui cherchaient à libérer les missionnaires. Des gens proches des groupes armés ont affirmé qu'ils regardaient de l'autre côté tandis que les missionnaires se dépêchaient de « *quitter* » leur prison.

Quand bien même les gangs armés n'auraient pas touché les USD 17 millions $ qu'ils avaient demandés, au départ, il semble que le versement d'un montant qu'ils estimaient suffisant les ait décrispés, au point de les faire assouplir la surveillance sur les otages. Cela explique le fait que, comme par enchantement, la porte de leur « *prison* », antérieurement verrouillée à « *triple tour* », était devenue franchissable.

On peut dire que les missionnaires ont réalisé une prouesse inédite dans les annales du kidnapping, tel que pratiqué par les gangs armés haïtiens. Car, jamais, auparavant les otages n'avaient pas à se sauver d'entre leurs mains. De toute évidence, les « *soldats* » des 400 Mawozo, qui montent la garde, jour et nuit, sur leurs otages, avaient reçu l'ordre de « *baisser la garde* ». Surtout que les ravisseurs ne se soucient pas d'être qualifiés de « *con* » d'avoir laissé s'échapper les missionnaires, qui représentaient la « *garantie du magot* ».

Éviter les risques d'un affrontement

Dans l'esprit des *400 Mawozo*, tout le temps que les missionnaires sont gardés prisonniers, en tout ou en partie, les risques d'affrontement existent. Impossible de deviner d'où qu'il puisse venir, de la Police nationale d'Haïti ou lancé par des militaires américains. Puisque, les bandits ne cessent jamais de s'imaginer, même au fort des négociations, en vue de la libération des victimes, qu'une attaque aurait été toujours possible. Pour eux, celle-ci aurait été orchestrée, même au moment de libérer les otages. Il était donc fort souhaitable que soit trouvé un moyen de les mettre en liberté sans qu'ils ne soient venus en contact avec aucune autorité (américaine ou haïtienne).

Il existe aussi la possibilité que, une fois les *400 Mawozo* satisfaits, quant à leur demande de rançon, le protocole établi rendait possible la fuite des missionnaires, qui auraient été averti à l'avance de la possibilité de quitter leur prison, dont la porte sera laissée ouverte.

Les missionnaires libérés ont fait le trajet à pied, avec deux enfants, de leur lieu de détention à Morne à Cabris, un trajet d'environ 20 milles, qui a dû prendre pas moins de deux heures et demie. D'après les informations obtenues, l'appel à l'aide des autorités s'est produit tôt, dans la matinée. Cela veut dire que les « *fugitifs en cavale* » n'ont éveillé aucune suspicion de leur absence par les 400 Marozo, plus de deux heures après leur absence.

De toute évidence, la fuite des missionnaires s'est exécutée tel un projet bien cordonné dont la logistique a été bien orchestrée favorisant l'arrivée d'un avion du gouvernement américain à l'Aéroport international Toussaint Louverture, à Port-au-Prince, pour les transporter rapidement vers Miami.

Tout compte fait, on ignore le montant exact que ce gang armé a pu récolter sous forme de rançon pour les 17 missionnaires. On peut parier que celle-ci représente une somme importante, qui pourrait même les porter à abandonner le kidnapping en tant que « *gagne-pain* ». À moins que *Lanmò San Jou* et ses hommes, devenus encore plus voraces, veuillent réaliser un coup encore plus gros que ce dernier.

Mais cette situation suscite une question : Les négociations ayant abouti à la libération des missionnaires, comportent-elles une clause garantissant l'impunité éternelle pour ce vol perpétré dans le cas des otages du 16 octobre ?

L.J.

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 15

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 3

à la sécurité, l'avenir même, de leurs bien-aimés. Dans cette saga, en déficit de transparence, le temps est aux conjectures, y compris au miracle moderne en cette fin d'année!

***L'Omicron, la plus récente variété de la COVID-19, très répandue, invite à prendre plus de précaution.**

L'***Omicron*** est partout, dans tous les états, sauf dans un ou deux. Selon les informations officielles, 73 % des nouveaux cas d'infection au coronavirus sont de cette variété du virus qui se transmet trois fois plus vite que les autres, tel le Delta. Dans certains états, la barre de 95 % est franchie.

Ainsi, durant cette semaine, presqu'à la veille de la Noël, on s'attend à un record, s'agissant de voyageurs, surtout par avion, plus de 100 millions, selon les pronostics. Alors, le président américain, Joe Biden, s'est adressé à la nation hier, mardi, 21 décembre, pour encourager ses concitoyens à se faire inoculer et à prendre la troisième dose, le rappel, dite « *booster* ». Il devait ajouter qu'il n'y a aucune raison de s'affoler, « *nous ne sommes pas en mars 2020, quand on n'était pas prêt pour affronter le fléau* », ajoutant que plus de 200 millions, des 330 millions habitants du pays sont vaccinés.

Alors, les retardataires sont encouragés à faire le nécessaire le plus vite que possible, tout en continuant à observer les consignes établies pour se protéger, ainsi que les autres, surtout le port du masque, qui devient obligatoire à l'intérieur des immeubles commerciaux et autres. Qu'on n'oublie jamais son masque si l'on part en voyage. D'ailleurs, sans masque, l'embarquement dans l'avion est interdit.

La situation à New York est telle que presque toutes les productions théâtrales de cette métropole, qui vit, en grande partie de cela, sont annulées, jusqu'à nouvel ordre. Par exemple, les fameuses *Rockettes* de Radio City Music, ces danseuses à réputation mondiale, ont brusquement suspendu leur prestation, en cette fin d'année quand, d'ordinaire, on opère en mode salle comble. Les grandes équipes de football américain ont fait du pareil au même.

Pour parer au pire, le président Biden dit que, d'ici janvier, il compte envoyer 500 millions de tests anti-Covid gratuits par poste aux citoyens chez eux pour qu'ils puissent rester à jour en ce qui a trait au coronavirus, surtout à cause de cette invasion d'***Omicron.***

Les fanatiques de la chaîne de télévision ABC peuvent se mettre à l'écoute, ce soir (mercredi), à 6 :30, au programme *World News* avec David Muir, qui aura un face-à-face avec le chef de l'Exécutif américain sur le fléau qui domine l'actualité un peu partout.

***Alexia Marie Gabrielle Latortue, enfin approuvée par le Sénat américain comme assistante secrétaire du Trésor**

Cela a pris quelque quatre mois, depuis sa nomination au poste, ayant eu l'approbation immédiate du Comité sénatorial bipartite, avant que le Sénat américain, au complet, ait approuvé le choix de cette Américaine d'origine haïtienne, à ce poste important de l'administration. Dire que les sénateurs ont fait des recherches approfondies sur cette jeune dame qui ne les a pas déçus.

Vu son expérience en affaires internationales, Mme Latortue sera d'un grand apport à la secrétaire du Trésor, Janet Yellen, qui s'est signalée positivement, jeudi dernier, 16 décembre, lors de sa participation au « *Sommet sur la démocratie* » du président Biden.

En effet, elle a déclaré qu'un fonds, dit « *Fonds de kleptocratie* », est établi au département qu'elle dirige, pour récompenser ceux qui auront aidé à dépister les leaders étrangers qui utilisent le système financier américain pour cacher l'argent mal acquis détourné dans leurs pays. Car, selon la secrétaire Yellen, « *le Trésor américain doit s'appliquer à combattre la corruption ici et à l'étranger* ».

Nos compliments à Alexia Marie Gabrielle Latortue, à ses parents, amis de l'équipe d'*H-O*, l'ex-Premier ministre Gérard Latortue et Mme Marlène, née Zéphirin, ainsi qu'à ses sœurs, Gaielle Latortue et Stéphanie Latortue Driza.

Pierre Quiroule II
22 décembre 2021
c/o raljo31@yahoo.com

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

FO:
~~KA MOUN KI PRAN VAKSEN KI MALAD YO VLE DI VAKSEN YO PA MACHE.~~

VRÈ:
Done yo montre anpil ke vaksen yo mache epi yo pwoteje moun pou yo pa entène lopital ak mouri. Ka enfeksyon nan moun ki pran vaksen yo rive efektivman epi yo prevwa sa pou nenpòt vaksen. Pa gen okenn vaksen ki 100% efikas nan anpeche enfeksyon.

VAKSEN KONT COVID-19 YO SOVE LAVI. PRAN VAKSEN.

POU PLIS ENFÒMASYON, VIZITE NYC.GOV/COVIDVACCINE.

NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY

NYC Health
Bill de Blasio, Majistra
Dave A. Chokshi, MD, MSc, Manm Komisyon

Journal 22 - 29 décembre 2021.qxp_HO 12/22/21 3:08 AM Page 16

Sports

LIGUE DES CHAMPIONS DE LA CONCACACF

8es Finale : Le Cavaly affronte le New England Revolution

Par Ricot Saintil

Au terme du tirage au sort des 8es de Finale de la Ligue des Champions de la Concacaf, organisé le vendredi 17 décembre 2021, le Cavaly de Léogâne, champion de la Flow Caribéen Championship, représentant du football haïtien, affrontera, dans une double confrontation, l'équipe américaine New England Revolution. Le Cheval rouge, qui a remporté, haut la main, le 25 mai 2021, le prestigieux trophée de la Flow Caribéen, recevra la première manche, le 15 février 2022, avant de rendre visite, le 22 mai, à son homologue américain, le New England Revolution, au stade Gillette, d'une capacité de 20 000 places.

Après avoir épinglé à son tableau de chasse toutes les équipes qu'il a affrontées, en mai dernier, dans la Flow Caribéen Championship, le Cavaly de Léogâne, auteur d'un sacre historique, s'est invité dans la cour des grands. Il a franchi un palier important, non seulement en s'adjugeant du titre de champion, le qualifiant automatiquement pour la Ligue des Champions de la Concacaf, mais aussi en raflant toutes les distinctions possibles, à l'exception du Fair Play. Auréolé de son titre de champion, conscient de l'ampleur et de l'importance des défis auxquels il va faire face, dans les 8es de finale de la Ligue des Champions de la Concacaf, le Cheval rouge a devancé le reste, en reprenant le chemin de l'entraînement, depuis un mois déjà. Le club de la ville de Léogâne met déjà tout en œuvre pour affronter, comme il se doit, le New England Revolution, qui évolue dans la MLS. Les dirigeants du club de la Cité Anacaona, ont déjà élaboré en ce sens un plan de travail dans lequel, le renforcement de l'effectif se révèle capital.

Le Cavaly football Club.

En effet, après une réunion, ténue par visio-conférence, entre les dirigeants vivant en Haïti et ceux de l'étranger, il a été décidé de renforcer l'effectif de l'équipe avec des joueurs d'expériences et de qualités. En ce sens, le Cavaly a déjà accueilli l'arrivée de deux joueurs clés de l'AFC (Arcahaie Football Club), Clifford Thomas, considéré comme le meilleur milieu du championnat national, durant ces deux dernières années, et Olnick Alesy, également l'un des meilleurs joueurs du championnat national. D'autres footballeurs, comme Dumy Fédé, Kervens Jolicoeur et Fabregas sont aussi sur les tablettes du Cheval rouge. Et, pour couronner le tout, le club est en pourparlers avec Mechak Jérôme pour ren-

Suite en page 12

LE FOOTBALL HAÏTIEN DANS LA TOURMENTE

Célébration des 50 ans de football féminin sans football féminin

Par Jacques Brave

C'est presque en « *catimini* », à la cloche de bois même que la Fédération haïtienne de football (FHF), dont on n'entendait plus parler depuis des mois, a célébré, ce dimanche 19 décembre, le cinquantième anniversaire de l'implantation du football féminin en Haïti.

Devant une assistance de quelques personnes, une messe a été célébrée, dimanche matin, en l'église Sainte Thérèse de Pétion-Ville. Seulement trois (3) anciennes joueuses du tout début du mouvement, en 1972 étaient présentes à l'église. Aucune joueuse, aucun dirigeant actuel de clubs féminins n'avait été remarqué. Contactés par *H-O*, certains responsables de club ont, d'un côté, souligné que depuis des mois ils n'ont aucun contact avec la FHF, dont ils n'ont même pas la nouvelle adresse, et, aussi, ont-ils souligné, que ce serait immoral, indécent même, que de « *célébrer* » au moment où nos clubs sont grabataires, oubliés et sans ressources. Même l'assistance FIFA- COVID promise, à hauteur de USD 10 000 $, pas un centime leur était versé. Et puis, soulignent ces dirigeants, ce serait anormal et trahir les centaines de joueuses abandonnées à qui on avait promis la fin de la misère, dont beaucoup avaient signé des contrats en Europe d'être aujourd'hui délaissées comme illégales aux États-Unis, sans avenir assuré. Ce serait cracher sur la misère des Kerly Théus, Jonie Gabriel, Abaina Louis, Rachelle Carémus,. etc. et se retrouvant, à 17,18,20 ans, sur le dur marché du travail de nuit, sans parents et peinant pour gagner leur vie, n'ayant plus à vibrer pour toujours au rythme de la Dessalinienne.

Cinquante ans de football féminin en Haïti.

Quand, au fil des mois, on mesure l'ampleur du crime, de l'assassinat commis sur ces innocentes créatures, que ces mêmes dirigeants ont perpétré vis-à-vis de plus de 400 jeunes joueuses qui depuis 10, 8, 6 ans ont laissé leur famille, ont fait mille sacrifices pour apprendre le football, dans l'idée de se bâtir un avenir souriant; quand les clubs se souviennent aux torts faits à plus 78 000 fillettes d'académies de province, qui voyaient le football la chance de leur vie, mais au lieu de cela, non seulement ils ont monté un complot pour salir leurs noms et images de ces innocentes, ont compromis, dévoré pour des décades l'image du football haïtien, cadres, arbitres, coaches, joueurs et joueuses assassiner leur caractère, détruisant leur honneur pour faire plaisir aux Blancs en inventant les pires cruautés à leur égard en évitant, connaissant leur forfait et l'ampleur de leur invention, ont évité de s'adresser à la justice haïtienne, seule capable de mener une vraie enquête à finalité

Suite en page 12

Quel rôle joue le Don Bosco dans les malheurs du Football haïtien ?

Quelle parodie !

L'ingénieur Nathoux, ancien directeur du Don Bosco désigné membre de la Commission nationale des arbitres, sous l'influence du Don Bosco. Y avait-il une carrière d'arbitre élite ? À méditer ! Quel match élite a-t-il dirigé ? À méditer !

Des informations de part et d'autres désignent à quel point Don Bosco gouverne le football haïtien. Des faits patents. Tous les jeunes formés à Camp Nous depuis cinq ans vont tous jouer au Don Bosco ou au Réal du Cap. Pire, quelle coïncidence, presque tous les coaches, même les KINE travaillent au Don Bosco (Roselenne Josèph, Jésula Léone, James Morisset, Jean Paulin, Dr Junior, tous ils sont employés par le Don Bosco, alors que les lois de la Fédération haïtienne de football (FHF) l'interdisent.

Quelle coïncidence !

Dans le cadre des accusations liées aux dirigeants du football national, certains cadres du Don Bosco ont activement participé.

Des cas...et des exemples.

Le cas d'Euberson Émile, dit Ti Masseur, qui a obtenu l'asile politique en France, arguant qu'il était menacé et traqué par les gangs de de la FJF. Désormais avec ces mensonges il a obtenu l'asile politique en France. Ancien masseur du Don Bosco, Émile avait contacté un arbitre du Plateau-Central pour faire faux témoignage à l'encontre des dirigeants de la FHF. Quel intérêt bizarre !

Le cas de Michel Chérubin, un animateur de Radio Mégastar, radio proche du club Mechan Mechan (Don Bosco), qui a interpellé en justice l'un des dirigeants du football indexé, sur qui on a bâti, on a monté un dossier d'abus sexuels.

Le cas de Fabien Daniel, ancien commissaire de match, très proche du Don Bosco, qui sera nommé, sous peu, à la tête des arbitres, sous l'influence des dirigeants du Don Bosco. Rappelons-nous l'histoire passée de Fabien : fraude, pots de vin, etc...

Le cas de Roosevelt Ducas, délégué du Don Bosco et bras droit du chef de ce club, qui a demandé à des arbitres de l'Artibonite et du Nord-Ouest de faire faux témoignage contre les anciens dirigeants du football. Quel intérêt ? Quotidiennement, Ducasse est sur toutes les radios accusant des anciens dirigeants de la FHF, dont il était très proche !

Pourquoi une telle coïncidence ?

Nous ne croyons pas que ses coïncidences engagent directement le club jaune et noir. Mais pourquoi le Don Bosco est-il en vedette à cet effet, d'autant que ses dirigeants mènent une campagne active annonçant déjà même la candidature de leur vice-présidente, maîtresse de leur boss, à la présidence de la FHF.

D'autres détails à venir.

Emerson Pierre Destiné